Numérisation CERMTRI

N° 474 - Jeudi 24 octobre 1957 « PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » HEBDOMADAIRE : 30 francs.

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (TROTSKYSTE)

SECTION FRANÇAISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE

REDACTION ADMINISTRATION : 5, Rue de Charonne, PARIS (XIe). Tél.: ROQ. 69-52

ABONNEMENTS: 1 an: 1.200 F; 6 mois: 600 F; 3 mois: 350 F
Etranger: 1 an: 1.500 F
C.C.P. Société de Presse, Edition et Librairie 6032-01 Paris

LA VÉRITÉ
est le seul journal révolutionnaire.
Elle a été dix-sept fois saisie depuis le 1er Novembre 1954
SOUTENEZ-LA !
ABONNEZ-VOUS !
SOUSCRIVEZ !

Aprés la journée du 17 octobre

LA LUTTE CONTRE LA GUERRE SANS ACTION REVOLUTIONNAIRE EST UNE PHRASE CREUSE ET MENSONGÈRE.
LENINE.

Le 12 octobre 1925, près d'un million de travailleurs de toutes les corporations se mettaient en grève générale pour vingt-quatre heures, à l'appel du comité central d'action, en signe de protestation contre la guerre du Rif.

Cette grève, qui fut un succès, eut une répercussion considérable à l'échelle internationale. Les travailleurs français donnaient au monde une excellente leçon de choses sur l'internationalisme prolétarien, montrant, dans l'action, la seule voie juste pour lutter contre les guerres colonialistes. L'opinion bourgeoise de tous les pays colonialistes fut à ce point alertée que M. Chiappe, alors directeur de la Sûreté générale, rédigea un projet de coopération entre toutes les polices des pays colonialistes pour lutter contre la propagande anticolonialiste des partis communistes. Aristide Briand, ministre des Affaires étrangères de l'époque, et Schrameck, ministre de l'Intérieur, conférèrent, en grand émoi, avec leurs collègues des autres pays européens.

La répression qui suivit fut à la mesure de la peur qui s'était emparée de la bourgeoisie. Plusieurs centaines de militants ouvriers furent condamnés pour leur action et plus particulièrement pour la politique de fraternisation qu'ils préconnaient entre les soldats français et le peuple marocain.

Cette grève générale de vingt-quatre heures était l'aboutissant de toute une campagne de propagande et d'agitation qui s'était développée dans tout le pays du fait de la guerre contre l'émir Abd El Krim avait été déclenchée, c'est-à-dire le 14 mai 1925. Plus précisément, ce fut le 10 septembre 1924, au moment où l'émir Abd El Krim infligeait une cuisante défaite aux troupes de Primo de Rivera et libérait les territoires ritains du joug espagnol, que commença cette campagne du Parti Communiste Français par l'envoi d'un télégramme de félicitations à l'émir, télégramme signé par Doriot et Sémard.

Du 14 mai 1925 au 12 octobre de la même année, il avait suffi de moins de six mois pour mobiliser les travailleurs de France et infliger une lourde défaite aux colonialistes.

Les artisans de cette bataille

(SUITE PAGE 4.)

Mollet pour faire la politique de Pinay ?

TOUTES LES CONDITIONS de la victoire ouvrière sont réunies... sauf une !

La bourgeoisie continue à donner le spectacle de son impuissance. Elle a appelé, sans trop y croire, un de ses hommes, Pinay. Elle revient aujourd'hui à Mollet pour faire sensiblement la même politique. Elle ne peut se passer de la couverture de la S.F.I.O., devant le mécontentement des masses. Elle sait, d'ailleurs, que fidèles aux directives du Kremlin, Duclos-Thorez apporteront de nouveau à Mollet tout le soutien dont il pourra avoir besoin.

Cependant, les vrais problèmes demeurent : faire la paix en Algérie, en reconnaissant loyalement le droit du peuple algérien à disposer de lui-même ; rétablir, devant la hausse galopante des prix, le niveau de vie des travailleurs, par une augmentation égale pour tous et suffisante : 10.000 francs par mois.

Ces problèmes, cela n'a jamais été aussi clair qu'aujourd'hui, aucun gouvernement issu du Parlement ne peut les résoudre. Seule l'action ouvrière peut en imposer la solution. Les travailleurs veulent se battre. Unis, donnant l'assaut tous ensemble, rien ne pourrait leur résister. Quelle condition manque donc pour assurer leur victoire ?

•

Ecoutons la C.G.T. Elle appelle, le 25 octobre « toutes les organisations confédérées à prendre toutes initiatives pour que soit décidée et réalisée en commun avec les autres organisations leur participation à cette *journée sous les formes les plus actives et les plus appropriées dans chaque cas. Cette action pourra aller jusqu'à la grève de 24 heures...* »

Autrement dit, pas d'unité dans les formes d'action — la diversité la plus grande est recommandée. Passons sur le choix traditionnel du vendredi, pour avoir les garanties maximaux que le mouvement ne risque pas de se prolonger. Et que dire des mots d'ordre ? En quoi correspondent-ils aux besoins réels des masses travailleuses ? Les métallos de Nantes ont considéré les 8 francs de l'heure offerts par le médiateur comme un défi à leur misère. Ce qui n'empêche pas l'*Huma* d'annoncer tous les jours comme des « victoires » des augmentations de 7 fr. 75 de l'heure, ou de 10 % — et la C.G.T. de continuer à revendiquer le S.M.I.G. à 146 francs — alors qu'il faudrait au moins 200 fr. pour tenir compte de la hausse des prix intervenue depuis le début de l'année.

Des revendications unitaires donnant une satisfaction réelle aux besoins des travailleurs : une action unifiée de toutes les entreprises et de toutes les corporations, convergeant dans la grève générale ; et la victoire ouvrière sur une bourgeoisie déliquescente serait assurée. C'est pourquoi les « directions » bureaucratiques des centrales syndicales n'en veulent à aucun prix. Mais les travailleurs peuvent imposer leur volonté. Il suffit qu'ils prennent confiance dans leur capacité de contrôler eux-mêmes leur mouvement. Qu'ils élisent des comités de grève. Que ces comités de grève se réunissent en assemblées par localité, par région, et nationalement. Et le mouvement prendra les formes et mettra en avant les revendications que les travailleurs eux-mêmes leur donneront. Alors, la victoire sera assurée.

R. MONGE.

A NANTES, L'ACTION SE DURCIT

Chantiers Navals

Il rappellerai brièvement que, depuis un mois, les métallurgistes de Nantes, et plus particulièrement ceux des Ateliers et Chantiers de Bretagne (A. C. B.) sont engagés dans une lutte pour leurs justes revendications.

Le vendredi 11 octobre, la direction prévenait les membres ouvriers du Comité d'entreprise, qu'un lancement étant prévu pour le 26 octobre, celui-ci ne pourrait avoir lieu que dans la mesure où les ouvriers intéressés aux préparatifs du lancement arrêteraient tous leurs mouvements.

Suite à cette communication de la direction, les syndicats représentés au Comité d'entreprise ont décidé d'adresser à la direction une réponse où il était dit :

« Le conflit en cours a incité la direction à réduire l'horaire à 40 heures par semaine. De la note du 11 octobre (très précise en ses dernier paragraphe que le lancement pourrait être révisé à la date prévue si, d'ici cette date « on travaillait sur le » JEAN GUITTON « comme on le fait normalement dans les périodes qui précèdent un lancement ». En conséquence, les membres ouvriers du Comité d'entreprise proposent à la Direction un retour à l'horaire de 48 heures par semaine pour l'ensemble du personnel en contrepartie de quoi ils envisageraient de demander aux ouvriers occupés par les préparatifs de lancement de cesser tout arrêt de travail dans le cadre des 48 heures jusqu'au 26 octobre inclus. »

La direction ayant donné un accord de principe pour ramener l'horaire à 48 heures, les syndicats ont organisé un referendum.

Le 15 octobre au matin :

Bagrain, au nom des trois sections syndicales, rappelle aux ouvriers les modalités de la note et, après avoir bien insisté sur le fait que les trois sections syndicales étaient d'accord avec lui, a déclaré aux travailleurs : « Maintenant, vous allez passer au vote en toute connaissance de cause. »

Le 15, après-midi :

Bagrain donne les résultats du vote, à savoir :

Votants : 2.338.
Pour : 1.371 ; Non : 915 ; Nul : 52.

A ce moment, un bon nombre d'ouvriers (parmi eux, ceux qui sont susceptibles d'être licenciés), ont violemment contesté le vote en considérant que les mensuels, qui ne sont pas touchés par le problème, avaient participé au referendum.

Ils ont aussi violemment critiqué les responsables qui avaient influencé le vote en leur faveur.

D'autres ouvriers, et non des moins nombreux, n'ont pas manifesté leur mécontentement, mais ont très bien interprété la position des syndicats qui, pour être sûrs du résultat, ont fait voter les mensuels. Ils ont très bien compris aussi l'intervention de Bagrain, qui a insisté sur l'accord des sections syndicales, avec la note qui demande la collaboration avec la direction.

Ils ont compris que leurs dirigeants, par une manœuvre, leur avaient indiqué la façon de voter, car aucun n'a oublié la confiance que Bagrain, au nom des trois syndicats, a exigé, il y a quelques jours — et qu'il a usurpé.

Le 16 octobre :

Compte tenu que, la veille, les ouvriers ont manifesté leur désaccord avec le vote et la position des syndicats — la C.G.T. a révisé sa position.

Et Bagrain, au nom de la C.G.T., a déclaré le 16 au matin : « Hier, nous étions dans l'erreur et nous avons le de-

(SUITE PAGE 4.)

CRISE... CRISE...

LUTTE DES MASSES ET MANŒUVRES PARLEMENTAIRES

La grève du Gaz et de l'Electricité du 18 octobre a été un succès complet. Elle indique clairement le niveau de combativité des travailleurs et les possibilités ouvertes pour une action d'ensemble contre le régime.

Bornons-nous à examiner ici les incidences parlementaires de cette grève et de celles en préparation pour le 25. En effet, ces mouvements sont salués par le P.S. parce que, selon Claude Fuzier (Populaire, 22 octobre), le 3 octobre (grèves de la métallurgie), le 16 octobre, la semaine qui s'ouvre, démontrent que les « travailleurs veulent un gouvernement dans lequel ils aient confiance ». Autrement dit, un gouvernement Mollet.

Les Partis de la bourgeoisie ont fait quelques efforts — faibles, d'ailleurs — pour voir s'il leur était possible de s'émanciper de la tutelle du P.S. C'est là, en partie, le sens de l'opération Pinay. Bien vite, il fut démontré que la profondeur de la crise sociale leur interdisait de rejeter le P.S. dans l'opposition. Le problème se situe donc aujourd'hui dans leur souci d'atténuer la pression exercée par le P.S. sur le plan parlementaire. Les opérations Pinay et Schuman ont servi ce dessein. Le député réactionnaire, Pierre Courant, exprime clairement les besoins de la situation :

« Il est nécessaire d'avoir le concours d'un homme comme Pinay pour obtenir la confiance financière, et celui d'un homme comme Guy Mollet pour obtenir la confiance ouvrière. »

Autrement dit, devant la colère des ouvriers, il faut que Mollet fasse la politique Pinay — ce dernier s'avérant incapable d'endiguer la montée des mouvements de masses. — Mais Mollet, lui-même, le sera-t-il ?

LE PROBLEME ALGERIEN EST BIEN UNE AFFAIRE FRANÇAISE POUR LES STALINIENS

Dans L'Humanité du 16 octobre, Jacques Duclos écrit :

« Il s'agit pour nous, en proposant une discussion commune aux autres Partis se réclamant de la Gauche, de procéder à la recherche d'un compromis permettant d'avancer dans la voie de la solution pacifique du problème algérien. »

Jusqu'à présent, certains pouvaient encore penser que les dirigeants du P.C.F. se classaient dans la catégorie de ceux qui, entendant rechercher les voix d'une paix démocratique en Algérie, préconisent la libre négociation avec les Algériens. Le doute n'est maintenant plus permis. J. Duclos nous indique clairement que le P.C.F. vient de passer officiellement, avec armes et bagages, dans le camp des partisans du Statut octroyé. Car que peut bien signifier d'autre cette discussion entre Partis français se réclamant de la « Gauche » (cités nommément par Duclos, P.S., progressistes, radicaux, U.D.S.R.-R.D.A. et jusqu'au R.G.R. de J.-P. David, sinon qu'elle élimine les nationalistes algériens ? Les auteurs du « compromis » se retourneraient vers les Algériens pour le leur imposer !

J. Duclos s'étonnera ensuite que son verbiage parlementaire n'impressionne ni Pinay, ni personne d'autre ! Il propose exactement la même procédure que celle utilisée par Bourgès-Maunoury pour la loi-cadre. Le peuple algérien a pris les armes pour faire entendre sa voix contre le Statut de 1947 qui lui avait été imposé, déjà avec l'aide des députés staliniens. Cette proposition de « compromis » n'est pas celle d'une négociation avec les représentants élus du peuple algérien, c'est celle d'un « compromis » entre partis parlementaires français; elle est réactionnaire, entachée du plus pur paternalisme, infectée de colonialisme. Elle est contraire au droit du peuple algérien à disposer de lui-même. Elle place les staliniens du côté de « leur » impérialisme contre le peuple algérien.

INDEPENDANCE POLITIQUE ET INDEPENDANCE NATIONALE

Les contorsions oratoires de Bourguiba déclarant la guerre (ou presque) à la France, et signant tout aussi rapidement la paix ont, comme tout un chacun le comprend, des causes précises.

La Révolution algérienne a contraint l'impérialisme français, pour ne pas être dans l'obligation de tenir un autre front, à aller de l'autonomie interne à l'indépendance politique en Tunisie.

La Révolution algérienne frappe toujours aux portes. D'autant plus que l'Indépendance politique est vaine si ne sont pas prises des mesures à caractère socialiste : expropriation des Sociétés coloniales, des Banques, Chemins de fer, réforme agraire; qu'elle ne règle pas la mainmise des trusts impérialistes français sur les leviers économiques du pays. L'Indépendance politique est certes, un progrès, mais, sans que soit arrachée l'Indépendance Nationale, il ne peut y avoir la moindre amélioration au sort des masses, qui continuent à croupir dans la misère, l'inculture et le chômage.

Bourguiba, ne voulant, ni ne pouvant s'attaquer à la solution de ces problèmes, est donc amené, à longueur de semaine, à pratiquer une politique de corde raide, sur une situation intérieure extraordinairement explosive.

Ainsi, il y a peu de semaines, Bourguiba, qui déclarait en paroles (presque) la guerre à la France, s'est tourné vers l'impérialisme américain, pour obtenir armes et capitaux. Il a soumis un nouveau plan pour régler le problème algérien. Les Bourguiba n'ont pas compris deux choses:

La première, c'est qu'il est à peu près inutile de jouer, aujourd'hui, de la « menace communiste » en Afrique du Nord, pour obtenir crédits et armes de Wall-Street. L'impérialisme américain a fort bien compris que l'U.R.S.S. ne désire pas s'implanter en Afrique du Nord, d'où la politique conséquente du P.C.F. et de ses satellites maghrébins. Une erreur identique est commise par nos ultra-colonialistes, qui croient effrayer Washington avec l'épouvantail « communiste » en Afrique du Nord.

La seconde, c'est que, si important que soit pour Wall-Street le retour à la paix en Algérie, la stabilité sociale de l'Impérialisme français est encore, dans l'immédiat, un problème plus urgent à régler. Le retour à la stabilité en Afrique du Nord, au prix d'une crise révolutionnaire ouverte en France, cela ne ferait pas le compte pour les U.S.A.

Le ministre tunisien, Bahil Ladgham, s'est donc rendu en Amérique solliciter armes et capitaux et proposer un « plan de paix » bourguibien. Il est revenu bredouille, avec rien d'autre dans sa besace qu'une invitation à rechercher un accord avec la France. Bourguiba, qui a un vif souci de l'opportunité, en a immédiatement tenu compte. Dans sa dernière déclaration, il s'est félicité de ce que « **nos relations avec la France continuent de s'améliorer** », et a constaté avec amertume : « **Quant aux crédits d'Etat (américains), ils hésitent à s'investir, par souci de ménager la France** ».

RENTRÉE SCOLAIRE
et mécontentement des enseignants

Les récriminations contre les conditions dans lesquelles se déroule chaque année la rentrée scolaire sont de tradition depuis une dizaine d'années : enseignants et parents d'élèves joignent leurs voix dans un concert de protestations qui, par ailleurs, fournissent matière abondante aux discours dominicaux du ministre de l'Education nationale.

D'où vient que cette année prévaut l'impression que la coupe est pleine et que, dans ce domaine aussi, la crise de la société étale au grand jour ses lézardes et ses ruines ?

Des classes partout : dans les couloirs, les réfectoires, dans de hâtils baraquements parfois inadmis ; des classes qui débordent d'élèves : quarante, cinquante, plus encore ; des élèves qui cherchent vainement une classe où se loger, des lycées qui affichent complet bien avant le 1er octobre, comme le théâtre de sous-préfecture lors d'une grande tournée ; des enfants qui devront accomplir des heures de déplacement quotidien, d'autres qui doivent renoncer à recevoir la culture à laquelle ils aspirent ; enfin, partout, le manque d'instituteurs et de professeurs. On recrute, on embauche — n'importe qui.

Sous le nom de « contractuels », le ministre embauche des retraités : professeurs, pharmaciens, ingénieurs... ou parfois de simples bachelliers baptisés pour la circonstance « professeurs » de mathématiques ou de physique. Encore, pour en avoir, doit-on les payer plus que les professeurs normalement titrés ! Cela n'empêche pas d'ailleurs que, dans une seule académie de province, au moins cent chaires de professeurs ont toute chance de rester inoccupées toute l'année!...

Un tel délabrement étonne. Où est donc cette école publique, fierté de la III ârgueil de la bourgeoisie libérale de la fin du siècle dernier ? Des années d'imprévoyance, de sordides économies de crédits rognés — au moment même où la forte natalité d'après-guerre préparait un afflux aux portes des écoles ; des années durant lesquelles on n'a même pas renouvelé le matériel (bâtiments, classes, mobilier), encore moins adapté l'enseignement aux besoins de l'époque — où l'on a beaucoup parlé de « réforme

(SUITE PAGE 4.)

LASOTA ET LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES
exclus du P. C. Polonais

Au cours de l'hiver dernier, PO PROSTU publiait une lettre de lecteur au ton très menaçant : « JE VOUS CASSERAI LA TETE A COUPS DE TUYAUX DE PLOMB », écrivait aux jeunes communistes révolutionnaires Witaszewski, l'ancien commissaire politique de l'armée, l'homme de la NKVD auprès de Rokossowski, un des plus acharnés adversaires d'octobre. A ce moment-là, Lasota et ses amis de « Po Prostu », et le policier Witaszewski étaient membres du même parti, le parti ouvrier unifié polonais dont Gomulka, depuis octobre, est le secrétaire général. Aujourd'hui, Lasota, qui à la tête des jeunes ouvriers et étudiants de Varsovie avait tenu tête à Khrouchtchev en octobre et imposé du Comité Central de cette organisation, est exclu de ce Parti. Witaszewski, qui, à ce moment-là, fut l'âme du complot contre-révolutionnaire, est toujours membre

LE P.O.U.P. PARTI STALINIEN

Les communistes polonais, formés dans la lutte auprès de Rosa Luxembourg et de son compagnon Léo Tyszko dans la social-démocratie, avant et pendant la première guerre mondiale, constituaient au lendemain de cette guerre, un des noyaux révolutionnaires les plus solides de la III Internationale de Lénine et Trotsky. Le P.C. polonais se rangea aux côtés de Trotsky au début de la lutte de l'opposition de gauche contre Staline. La « bolchevisation » dirigée par l'appareil stalinien n'en était pas venue à bout et, à la veille de la deuxième guerre mondiale, Staline se débarrassa radicalement d'une équipe de communistes trop indépendants à son goût, en faisant fusiller tous les dirigeants polonais qu'il avait sous la main, et en dissolvant l'organisation elle-même. Ainsi avait-il les mains libres en Pologne pour la politique contre-révolutionnaire d'alliance avec Hitler.

Sous l'occupation allemande, les masses menèrent une lutte courageuse contre les nazis. Le Parti ouvrier, reconstitué en 1942, fut loin d'y jouer un rôle dirigeant. Pour Staline, d'ailleurs, l'essentiel était qu'il fût docile. Le N.K.V.D. continuait à frapper impitoyablement toute velléité d'indépendance dans la nouvelle organisation. Quand Hitler écrasa la Commune de Varsovie, sous l'œil tranquille de l'armée rouge, le petit noyau de communistes était suffisamment discipliné pour accepter sans broncher la décision de Staline : les masses soulevées seraient écrasées par les nazis et les dirigeants communistes arriveraient au pouvoir dans les fourgons de l'armée rouge, après le massacre de l'avant-garde ouvrière de Varsovie.

Le P.O.U.P., grâce au N.K.V.D., était, à la fin de la deuxième guerre mondiale, un parti de type stalinien dirigé par des gens de l'appareil dont le dévouement à Staline avait été total et ces années décisives. L'élimination de Gomulka, Spychalsky et leurs quelques amis qui avaient lutté avec les travailleurs contre Hitler, complétait ce processus. Du haut en bas de l'échelle, le cadre n'était pas, comme dans un parti révolutionnaire, celui dont les capacités et la combativité avaient fait un dirigeant reconnu des travailleurs de son milieu, mais, comme l'écrit Woroszylski (« Nowa Kultura », 14 octobre 1956) « le militant qui a été complétement élevé dans l'appareil stalinien du pouvoir, qui est dépourvu de tout passé politique, coupé du milieu dont il est issu, qui se laisse sans souffrance transférer de Kielce à Wrocław, et qui syndicat des tailleurs pour dames aux Amis des pompiers, qui regarde toujours au sommet et jamais à la base, autrement dit, le militant fonctionnaire. »

LES REVOLUTIONNAIRES

En juin 1953, les travailleurs de Berlin Est lèvent les premiers le drapeau de la lutte contre la bureaucratie. C'est le début de la montée révolutionnaire dans toute l'Europe orientale. Une nouvelle génération révolutionnaire apparaît. Ouvriers ou intellectuels venus à la vie politique après la fin de la guerre, n'ayant pas subi le poids des années de défaite et de trahison, la plupart d'entre eux ont été quelque temps staliniens convaincus. Pourtant, ils voient autour d'eux la misère ouvrière qui contraste si vigoureusement avec l'optimisme de la propagande officielle. Ils voient aussi de leurs yeux la monstrueuse croissance de la bureaucratie. Ils ont lu Lénine, et mesuré le gouffre qui sépare du socialisme le régime qu'ils ont sous les yeux. Ceux d'entre eux qui sont membres de l'appareil, aux échelons inférieurs, bien sûr — ils n'ont pas fait leurs preuves — mesurent le fossé qui sépare les masses du parti. Et, quand ils parlent, quand ils critiquent, ils cessent d'être seuls, ils ont autour d'eux tous les jeunes, qui les poussent. Dès 1955, le jeune sociologue Lasota, qui n'a que 26 ans, décide de faire de « Po Prostu », l'organe des étudiants communistes, un journal qui dise la vérité, « en toute franchise » comme le promettait son titre. Et la feuille de chou devient l'hebdomadaire le plus lu du pays. Au même moment, un métallo, encore plus jeune, Gozdzik, fait de l'organisation du parti à l'usine Żeran un noyau de militants qui va bientôt se dresser dans le parti contre les militants fonctionnaires, contre l'appareil.

Le rapport Khrouchtchev, dégonflant toute une série de menson-

(SUITE PAGE 3.)

Numérisation CERMTRI

TOUS, VENDREDI 8 NOVEMBRE à 20 h. 30

Salle des Horticulteurs, 84, rue de Grenelle (Métro Bac)

pour commémorer le 40ème anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917

Que représente pour vous la Révolution d'octobre ?

Un militant démissionnaire du P. C. F. :

« *Je suis d'une famille d'origine socialiste. Tout jeune, j'ai entendu chez moi parler du Front Populaire qui me paraissait un événement formidable. En 1945, à l'Ecole Normale, j'ai été contacté par l'U.J.R.F. Un cercle y fonctionnait. J'ai eu des contacts avec les responsables, mais je n'ai adhéré à l'U.J. qu'en mai 1947. Immédiatement, d'ailleurs, j'ai adhéré au P.C.F., estimant ainsi m'engager plus à fond.* »

— « *Pourquoi as-tu attendu deux années pour adhérer au P.C.F. ?* »

— « *Je soulevais des objections sur le caractère démocratique du Parti. Elles furent surmontées dans des discussions avec une collègue adhérente au P.C.F., qui réussit à me convaincre du caractère « social démocrate » de ces objections. C'est avant mon adhésion que j'ai lu dans l'organe des Jeunesses Socialistes, « Le Drapeau Rouge », « Dix Jours qui ébranlèrent le Monde », de John Reed.* »

Il est évident que le livre de John Reed est en tout point une réfutation de la falsification stalinienne de la Révolution d'octobre. Comment un homme qui a lu John Reed peut-il avaler ensuite ce que l'on raconte de la Révolution Russe dans le P.C.F. ? La réponse à cette question est hautement révélatrice.

« *Immédiatement après mon adhésion, j'ai lu l'Histoire du P.C. de l'Union Soviétique ; après l'avoir lue, je me suis dit : « Alors vieux, tu t'es drôlement fait avoir avec John Reed », J'ai adopté les thèses du Parti sans plus y réfléchir.* »

Les petits bourgeois à qui « on ne la fait pas » peuvent voir dans cette réponse uniquement la preuve de l'abandon total de tout esprit critique de la part du militant honnête du P.C.F. En réalité, il y a là bien autre chose, que notre camarade formule, en particulier dans cette réflexion :

« *Tu sais, je ne veux pas noircir le passé. J'y ai cru. Quand j'ai adhéré en 1947, j'étais persuadé que, dans deux ans, le Parti allait prendre le pouvoir* ».

Ainsi, c'est avant tout parce que le militant adhère à un parti qu'il croit révolutionnaire, qu'il accepte sans réagir toutes les thèses du stalinisme. Et tout l'art de la direction du P.C.F. a consisté à faire avaler toutes les couleuvres de la collaboration de classe en **baptisant** révolutionnaires les actes les plus contre-révolutionnaires. Lénine, déjà, expliquait ce phénomène à la veille de la Révolution dans l'*Etat et la Révolution* :

« *Il arrive aujourd'hui, à la doctrine de Marx ce qui est arrivé plus d'une fois dans l'histoire aux doctrines des penseurs révolutionnaires et des chefs des classes opprimées en lutte pour leur affranchissement. Du vivant des grands révolutionnaires, les classes oppressives les récompensent par d'incessantes persécutions, elles accueillent leur doctrine par la plus sauvage fureur, par la haine la plus farouche, par les campagnes les plus forcenées de mensonges et de calomnies. Après leur mort, on essaie de faire des icônes inoffensives, de la canoniser pour ainsi dire, d'entourer leur nom d'une certaine gloire, afin de « consoler » les classes opprimées et de les mystifier. Ce faisant, on vide leur doctrine révolutionnaire de son contenu, on l'avilit, et on en émousse le tranchant révolutionnaire.* »

Ce qui était vrai pour Marx, en 1917, a été élevé par le stalinisme à une échelle jamais égalée pour Lénine lui-même, avant tout par la falsification la plus éhontée de la Révolution Russe et de ses enseignements.

« *Il faut que tu le comprennes, pour nous, membres du Parti, la Révolution d'Octobre s'inscrit après la longue chaîne des Révolutions ouvrières qui n'avaient pu aboutir. Elle est la première Révolution victorieuse dont la signification mondiale a été celle que le prolétariat russe a lancé le plus grand appel à tous les opprimés à se libérer de l'exploitation, à abandonner la voie du chauvinisme de la social-démocratie de 1914, à lutter révolutionnairement pour la paix. A partir de ces données de fait, nous sommes tout à fait prêts à accepter ce contenu bien spécial de l'internationalisme prolétarien, qui nous amène, dans la mesure même où la première Révolution prolétarienne avait triomphé en Russie, à rendre inconditionnelle notre fidélité à Moscou.* »

Ceci, répétons-le est la conclusion des réflexions d'un militant qui a rompu avec le P.C.F. Mais comment et pourquoi a-t-il rompu avec son parti ? Son expérience, la voici :

« *Presque immédiatement après mon adhésion, je fus sélectionné par le Secrétaire Fédéral pour être secrétaire de section, et, six mois après, j'étais membre du Comité Fédéral. Je te le répète, je n'ai eu que quelques objections vite levées, par exemple sur le vote des députés du P.C.F. pour les pouvoirs spéciaux en Algérie, que j'ai admis rapidement comme une nécessité. Je militais dans des sections rurales, puis dans la ville où je suis installé. Le travail de militant du Parti, quand on le prend au sérieux, n'est pas une sinécure. Bien souvent, les cellules ne marchent pas, leur vie politique est absolument nulle. On combat pour redresser la situation, on y arrive, comme ce fut le cas dans ma région rurale. On croit que dans les villes, cela marche mieux (on s'aperçoit ailleurs que la situation est, la aussi, difficile). On ne se pose pas de problèmes. On travaille.* »

« *Le XXe Congrès est arrivé. Je n'en ai pas été à cette époque, que le compte-rendu officiel. Déjà, à ce moment, cela a été un coup dur pour le Parti. Un permanent du C.O. est descendu au Comité Fédéral et a déclaré :*

« *On s'était un peu trompé sur Staline, mais Staline passe, le communisme reste. On n'a pas autre chose à faire qu'à poursuivre notre combat. D'ailleurs, dans le Parti français, il n'y a pas eu de culte de la personnalité pour Thorez. Donc, on n'a rien à changer.* »

Dans la même réunion régnait un malaise indéniable.

L'atmosphère était accablante. Mais il faut bien le comprendre : quand tu es responsable dans le P.C.F., tu vas intérieurs, tu prends l'habitude de les refouler, en te disant : « Je me trompe certainement ». C'est ainsi que je suis venu là, sans me poser d'autres questions que celles de la bonne marche des cellules et de leurs difficultés. Mais tout ça s'est trouvé relégué au second plan avec les événements d'octobre. »

Nous espérons reproduire le plus fidèlement possible ces déclarations qui, on s'en convaincra, témoignent de la plus évidente volonté de décrire scrupuleusement les faits sans les travestir, sans « noircir » le passé, comme il nous fut répété à plusieurs reprises.

« *Les événements de Poznan furent désagréables. Pour les événements de juin 1953, à Berlin Est, j'ai accepté la thèse de la provocation. Avec la Pologne, c'était plus difficile. C'était la confirmation des « erreurs » de Staline. J'ai commencé à me dire à moi-même : « Avant de croire ce qu'on raconte, fais attention ». La crise de confiance commençait. Ensuite, ce fut la Hongrie, la tragédie. Je me suis dit : « Qu'est-ce que c'est que ces salauds-là ? » Puis brusquement : « Je te le dis ma carte », et ensuite : « Attends pour voir comment ça va réagir* » (1). *Les analyses de Servin et de Stil me parurent du moins insuffisantes. Il fallait analyser les choses et ne pas me contenter des schémas officiels. L'attaque des locaux du Parti par les fascistes amena une prise de conscience. Il fallait défendre les locaux et je m'y précipitai, constatant, par ailleurs, que nous fûmes peu nombreux à prendre la défense. Après la deuxième intervention russe, mon indignation devant de tels agissements m'amena à prendre position dans le Parti. On me répondit pas aux questions que je posais, ou plutôt, on me disait :*

« *Il faut attendre, tu es un peu intellectuel, tu veux en savoir trop.* » *Tu sais, c'est une chose terrible que d'avoir toujours l'impression d'être seul, que personne ne partage tes doutes et tes sentiments.* »

Là, est véritablement exprimée toute la science de l'appareil qui a réussi, jusqu'à présent, sur n'importe quelle question, à persuader des milliers et des milliers de militants qui, au même moment, se formulaient à eux-mêmes, et, quelquefois, rarement, à d'autres, des objections, des critiques de la ligne du Parti, qu'ils étaient, chacun, seuls à penser ce qu'ils pensaient. Tous les militants du P.C.F. ont, à un moment ou un autre, sur une question ou sur une autre, connu le doute qu'ils ont refoulé dans la crainte d'être seuls hérétiques.

« *Tu sais, pour moi, depuis mon adhésion, j'attendais tout du Parti. Je n'étais pas du tout préparé à remettre en question d'un seul coup toute la signification d'une vie militante que je voulais consacrer au Parti. Ainsi, pour la Yougoslavie, je ne me suis pas fait réagir. Mais qu'il s'agissait d'une illusion, je ne l'ai compris que plus tard.* »

cela ne suffit pas. De nombreux autres, et qui se comptent par centaines, milliers et dizaines de milliers de militants, à un moment ou à un autre, sont passés par là. Les uns, le plus petit nombre, ont refoulé définitivement leur conscience et se sont intégrés à l'appareil. En général, ceux-là ont accepté consciemment cette sélection policière, guépéoutiste de l'appareil que Staline a forgé pour la défense des intérêts de la bureaucratie contre-révolutionnaire du Kremlin. D'autres, plus nombreux rejoignent la Social-Démocratie, ne pouvant penser et agir autrement qu'en termes d'appareils. D'autres, l'écrasante majorité, se sont retirés de toute activité militante. Et enfin, quelques-uns, plus nombreux aujourd'hui, qui, pour arriver à rompre et à poursuivre dans la voie révolutionnaire, résolvent de positiveiment la question formulée ainsi par notre camarade.

« *Redresser, faire un travail d'opposition ? J'en suis arrivé à la conclusion qu'on ne pouvait pas redresser le Parti.* »

Dans cette réponse, il y a, exprimée simplement, toute l'expérience accumulée par des générations de militants communistes, par toute la classe ouvrière de ce pays. Non que tous soient d'ores et déjà arrivés à répondre aussi clairement. Mais c'est pourtant cette idée que l'octobre hongrois a défini à l'échelle de masses, en termes d'actions et que tous, plus ou moins confusément, commencent à comprendre : on ne peut redresser l'appareil du P.C.F., sélectionné à des fins aussi contre-révolutionnaires que l'est l'appareil Social-Démocrate. Les prolétaires hongrois, pour renouer avec le socialisme et défendre les conquêtes de la démocratie populaire contre la bureaucratie et l'impérialisme ont dû faire sauter, exploser le Parti communiste hongrois.

Cette leçon qui, en apparence, semble tomber dans l'oubli, a pénétré plus profondément qu'aucun « observateur » ne le comprendra jamais. L'intervention des chars russes écrasant la révolution hongroise a entraîné une modification fondamentale dans les rapports entre l'appareil et les masses, entre l'appareil et les militants du P.C.F.

Les luttes ouvrières et les difficultés que rencontre le militant du P.C.F. qui se sent de plus en plus contre-courant des masses, avec les grèves tournantes, les actions-alibis à la 17 octobre, le parlementarisme bavard des Duclos, renforcent encore le désarroi à la base. La volonté de voir clair, la crise de confiance. Il ne faudrait néanmoins pas croire que la ligne de désagrégation de l'appareil du P.C.F. est irréversible soit-elle, se poursuivra rapidement et sans à-coups. Non, toutes choses restant égales, l'appareil manœuvrera, se défendra, n'hésitera pas à s'adapter pour conserver à tout prix son contrôle sur les masses. A tout prix ? Mais pas jusqu'à se redresser.

Et, de plus en plus, le militant du P.C.F. qui voit la jeunesse refuser d'adhérer aux organisations de son parti, les masses refuser de s'engager dans de pseudo-actions inflicaces, se pose sérieusement la question :

« *Le parti va-t-il réagir* » ?

Et, de plus en plus souvent, il tranchera : « *Non, il ne peut réagir.* »

Caractéristique également d'un état d'esprit général est le fait que le camarade qui répondait à notre enquête a estimé ne pas devoir signer de son nom. Non qu'il y ait eu de sa part crainte ou hésitation à s'engager : « *Je ne suis pas trotskyste, je ne connais que superficiellement la politique du P.C.I. et son programme. Je ne voudrais pas que le fait d'écrire dans la Vérité soit, aux yeux de mes camarades, ma première manifestation publique.* »

Et cela est juste. La discussion, qui s'est poursuivie jusqu'au-delà de minuit, les réponses données confirment ce fait : la rupture avec le P.C.F. ne règle pas tout. Elle permet simplement de poser le problème que ce militant avait cru régler en 1947 : adhérer à un parti révolutionnaire. Ce que doit être ce parti, sa structure, son programme, sa politique, ses objectifs, tels sont les problèmes qui, aujourd'hui, se posent à une large avant-garde : ils ne peuvent commencer à se régler que dans une large discussion démocratique à laquelle, nous, trotskystes, nous appelons.

(1) « *Je m'attendais, douce illusion, à ce que le Parti réagisse. Mais qu'il s'agissait d'une illusion, je ne l'ai compris que plus tard.* »

Le sens d'un débat

SEMAINE après semaine, « La Vérité » s'efforce de dégager ce que les trotskystes estiment être les enseignements de la Révolution d'octobre. Ils ont exposé leurs points de vue, et également demandé à des militants extérieurs à notre Parti de s'exprimer en toute liberté.

Le vendredi 8 novembre, à la salle des Horticulteurs, nous poursuivons ce débat. Et il est important, ami lecteur, que tu y participes. Ces questions sont celles qui te préoccupent, ce sont les préoccupations d'une avant-garde de quelques milliers de travailleurs.

Si nous avons le sentiment, nous, trotskystes, que la tradition d'octobre, la tradition de Lénine est toujours susceptible d'inspirer une lutte conséquente pour la Révolution Prolétarienne et le Socialisme, nous n'en estimons pas moins que des problèmes d'une importance capitale se sont fait jour dans la période de décadence irréversible du capitalisme qui a suivi 1917. Pour une part, ces problèmes, à notre avis, ont trouvé à la fois une réponse théorique dans le programme de transition élaboré par Léon Trotsky en 1938, et une réponse pratique dans les événements. Particulièrement l'ébranlement définitif de la bureaucratie du Kremlin, la Révolution hongroise des Conseils ouvriers, les événements de Pologne ont fourni une réponse à deux des questions peut-être les plus cruciales qui se posent à tout le prolétariat international.

1° Il n'y a d'autres formes d'organisation de la Révolution socialiste que celles des Conseils (Commune, Soviets).

2° L'appareil du stalinisme est, avec l'appareil de la social-démocratie, l'obstacle majeur, à l'intérieur de la classe ouvrière, à la marche en avant vers la Révolution socialiste.

Mais, ainsi formulées, ces affirmations ne règlent pas tout. Il y en a d'autres, tout aussi importantes. Quelle est la forme, la structure de l'organisation politique indispensable pour assurer la cristallisation des expériences des luttes ouvrières ? Autrement dit, à la lumière de l'histoire des 40 dernières années, les problèmes de la démocratie ouvrière et des garanties de cette démocratie apparaissent décisifs. Encore devons-nous démonteler cette honteuse caricature du Parti bolchevik, mise à la mode par Staline (et soigneusement conservée par Khrouchtchev) pour les besoins de la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin : le Parti bolchevik monolithique est une invention jaillie du cerveau policier des Staline, Thorez et autres Duclos. Le Parti de Lénine a pris le pouvoir, ou plutôt a dirigé la lutte des masses, organisées dans leurs Soviets démocratiques, alors que s'y affrontaient des tendances qui exprimaient de sérieuses divergences. Ces divergences ont été réglées par la discussion démocratique, et dans la vie.

Mais il ne suffit pas d'étudier attentivement et honnêtement la période ouverte par la Révolution Russe. Il faut en tirer les enseignements pour agir et participer à cette gigantesque reconstruction de la conscience de la classe ouvrière autour de nouveaux axes, qui caractérise la situation concrète dans laquelle nous vivons. En tirer les enseignements, cela implique nécessairement une certaine évaluation des problèmes à la lumière de l'expérience acquise depuis Octobre 1917. Encore que, dans ce domaine, il nous semble que la prudence soit indispensable : les innombrables charlatans « savants » recouverts de savants mots les idées les plus vieillies et les plus éculées, battues en brèche depuis fort longtemps. Ici, comme en toutes matières, ce que disent d'eux-mêmes les « observateurs » de salon n'a que peu d'importance. Le critère reste encore et

LA VERITE.

(SUITE PAGE 3)

Prolétaires de tous les

Il n'est évidemment pas question de traiter ici, en termes généraux, de « la portée internationale de la Révolution d'octobre » Il s'agit, plus modestement, d'esquisser les conséquences internationales immédiates de la Révolution Russe, de rappeler ce que fut la politique étrangère du gouvernement soviétique et l'attitude du Parti Bolchevik à l'égard du mouvement ouvrier mondial.

1917, L'ANNE TROUBLE

ON s'interdirait de rien comprendre à la Révolution d'Octobre si on s'imaginait que ce qui se passe en Russie fut unique, absolument coupé de ce qui se passait dans le reste du monde. La Russie de 1917 ne fut pas une oasis révolutionnaire au milieu d'un désert de calme social. Certes, en Russie, la faiblesse du pouvoir, et le fait qu'il concentrait contre lui la haine de toutes les couches de la nation, et l'existence du Parti Bolchevik, sa détermination permirent au mouvement d'aller jusqu'à la victoire ; mais il n'en reste pas moins que si, en Russie, la vague révolutionnaire fut plus violente et plus profonde que partout ailleurs, dans toute l'Europe, en 1917, le capitalisme chancela sur ses bases.

En janvier 1917, en exil à Zürich, Lénine disait : « **Nous ne devons pas nous laisser tromper par l'actuelle tranquillité de cimetière de l'Europe. L'Europe est incubée de la Révolution.** » Cette prévision devait être confirmée et 1917, pour la bourgeoisie, mérita le nom « **d'année trouble** » que lui donna Poincaré. En janvier éclate à Barcelone une grève générale insurrectionnelle. En France, au printemps, des grèves se succèdent : celles de la métallurgie, des midinettes et des employés de banque. Au front, c'est la révolte, la mutinerie du Chemin des Dames. Des milliers d'hommes refusent de mourir pour leurs exploiteurs, menacent de monter sur Paris. Avec une ouvrière sans pareille, l'Italie opère réprime la révolte du prolétariat, qui, jusqu'à la sénilité, devait rendre bien d'autres services à la bourgeoisie, Pétain, s'illustre dans l'exécution.

En Allemagne, les 16 et 17 avril les métallos sont en grève. L'agitation gagne le front : les équipages des unités de la marine se mutinent. En janvier 1918, c'est la flotte autrichienne qui hisse le drapeau rouge en même temps que des grèves éclatent à Vienne. En Angleterre, enfin, 1917 est marqué par une vague de grèves d'une extrême puissance. Ainsi, accompagnant les événements russes, stimulés par eux, partout s'engagent des luttes contre l'impérialisme et sa guerre sanguinaire. Les éléments révolutionnaires, qui ont maintenu tout le drapeau de la solidarité prolétarienne alors que la Seconde Internationale s'effondrait dans le chauvinisme et la collaboration de classe, ne sont plus « **contre le courant** ». A Paris, le 1er mai 1917, les militants internationalistes regroupés dans le Comité pour la Reprise des Relations Internationales, tiennent un meeting auquel assistent dix mille travailleurs. A l'unanimité, ils votent la résolution suivante : « **Partout, les peuples révoltés doivent se débarrasser de leur gouvernement de classe, pour mettre à sa place le pouvoir des délégués des ouvriers et des soldats passés en peuple. La révolution russe est le signal de la révolution universelle.** »

UNE POLITIQUE DE PAIX

C'EST sur la perspective d'une Révolution Européenne, qu'annonçaient les événements de 1917, que les bolchevicks fondaient leur politique. La « **maillon le plus faible** » de la chaîne impérialiste, la Russie, avait cédé le premier. Mais ce n'était que la première étape de la Révolution, seul, son accomplissement à l'échelle européenne (pour commencer) pouvait signifier la victoire. Aussi, les dirigeants bolcheviks ne séparèrent pas un instant le sort de la révolution russe de celui des mouvements révolutionnaires dans les autres pays. Ils ne subordonnèrent pas les uns à l'autre. La défense du premier Etat ouvrier n'était qu'un aspect de la lutte contre le capitalisme, lutte internationale dont l'issue ne pouvait être qu'internationale.

La diplomatie, la politique étrangère de l'Etat soviétique se basaient sur ce principe. Dès le 26 octobre (8 novembre), le lendemain de la prise du pouvoir, le Congrès des Soviets adoptait le décret sur la paix : « **Le gouvernement ouvrier et paysan issu de la révolution et s'appuyant sur les soviets des délégués ouvriers, soldats et paysans, propose à tous les peuples en guerre et à leurs gouvernements d'entamer immédiatement des pourparlers en vue d'une paix démocratique équitable. Le gouvernement considère une paix équitable ou démocratique telle que la désire l'immense majorité des ouvriers et des classes laborieuses épuisées, accablées et martyrisées par la guerre dans tous les pays belligérants, une paix immédiate sans annexions (c'est-à-dire sans conquête de territoires étrangers, sans incorporation violente de peuples étrangers) et sans contributions.** »

Pour la première fois dans l'histoire du monde, un Etat, sans arrières-pensées ni réserves, pratiquait une politique de paix, la politique que réclamaient les masses. La puissance subversive d'une telle politique était incalculable, la tranquille audace de la jeune République des travailleurs épouvantait le vieux monde : la dictature du prolétariat et la fin du carnage impérialiste, devenaient, aux yeux des travailleurs de tous les pays, indissociables. Cette déclaration de paix était une déclaration de guerre à la bourgeoisie mondiale. Elle ne s'y trompa pas. Plus d'Allemagne impériale, pressée par ses adversaires, jugea qu'il lui serait profitable de signer la paix avec la Russie révolutionnaire. Elle n'hésitait pas à signer une « paix démocratique », mais d'une paix avec annexion, d'un traité de brigandage.

La Russie révolutionnaire, elle, avait besoin de céder de l'espace pour gagner du temps — jusqu'au mûrissement de la révolution en Europe. — Elle signa, à Brest-Litovsk, en mars 1918, ce traité de spoliation, mais en un instant ses dirigeants ne mentirent au peuple russe ni aux travailleurs du monde. Ils exposèrent le caractère du traité, les raisons qui les contraignaient à l'accepter et ménèrent les pourparlers animés par un seul souci : aider à la mobilisation révolutionnaire en Europe. Ce n'était pas à ses interlocuteurs directs, les diplomates, que s'adressait la délégation russe conduite par Léon Trotsky, mais aux travailleurs du monde, ce n'est pas dans les confortables salles de conférence que résonnaient ses appels, mais dans les tranchées boueuses, dans les usines... L'intransigeant révolutionnaire allemand, Karl Liebknecht, que le kaiser tenait alors enfermé, ne s'y trompa pas :

« **Le résultat des pourparlers de Brest n'est pas nul, même si l'on en vient maintenant à la conclusion de la paix. Le pourparler actuel, les négociations russes, Brest est devenu une tribune révolutionnaire qui retentit loin.** » écrivit-il.

Certes la révolution russe était objectivement une étape de la révolution mondiale, certes, c'est spontanément et immédiatement que les travailleurs se portèrent à sa défense... Mais si le mouvement de solidarité fut si formidable parce qu'organisé, s'il se confondit avec une lutte d'ensemble contre le régime capitaliste, c'est... parce que le parti bolchevik sut s'adresser avec détermination aux travailleurs du monde, qu'il ne subordonna pas la lutte révolutionnaire aux besoins de la diplomatie de l'Etat soviétique, mais, bien au contraire, fit de cette dernière un auxiliaire du combat contre l'impérialisme, parce qu'il s'assigna comme tâche immédiate d'aider à la construction d'une direction révolutionnaire internationale.

Le parti bolchévik put réunir autour de lui les meilleurs éléments du mouvement ouvrier, mobiliser les masses, parce que son programme était le programme des travailleurs du monde. « **Tout le pouvoir aux ouvriers, aux soldats et aux paysans** » le résumait. C'est ce qu'exigeaient, dans le monde déchiré de l'après-guerre, les travailleurs de tous les pays. Le monde changeait de base !

LE MONDE CHANGEAIT DE BASE

LA fin de la guerre impérialiste, en novembre 1918, fut l'occasion d'une grandiose explosion révolutionnaire qui embrasa le monde. Dans les pays vaincus, la bourgeoisie put garder le contrôle de la situation, mais les luttes y furent pourtant d'une incomparable ampleur. En France, grèves et manifestations se succèdent. En janvier, c'est la grève des transports parisiens; le 6 avril, l'acquittement de l'assassin de Jaurès provoque une manifestation monstre où la foule scande « **Vive Lénine** ». Le 1er mai 1919, le Paris ouvrier tient la rue. Le mouvement se poursuivra, culminant en 1920 par l'extraordinaire grève générale des cheminots. En même temps, la contagion révolutionnaire gagne les unités françaises lancées en avril, c'est la légendaire révolte de la mer Noire, dont André Marty fut l'un des initiateurs. Bientôt, le mouvement gagne la France : les mutineries se succèdent également. Il faudra renoncer à étrangler la République des Soviets.

En Angleterre, la classe ouvrière passe à l'offensive, établissant, dans le cours de la lutte revendicative, un réseau de Comités et de délégués d'ateliers (shop stewards), la forme britannique du Conseil ouvrier.

En Italie, en 1920, des grèves paralysent le pays et culminent, en septembre, en un vaste mouvement d'occupation des usines, en la formation de milices ouvrières armées.

Dans les pays vaincus, la lutte se hausse d'emblée au niveau de la guerre civile. En Allemagne, la flotte se mutine, prend les armes contre la bourgeoisie. L'Empereur abdique. Le 10 novembre se forme un « **Conseil des Représentants du Peuple** », désignés par les conseils d'ouvriers et de soldats de Berlin. Les armes à la main, les ouvriers allemands réclament le pouvoir pour réorganiser la société sur des bases socialistes.

Le 21 mars, les Conseils ouvriers hongrois prennent le pouvoir et, dans le gouvernement révolutionnaire, le philosophe Georg Lukacks exerce les fonctions de Commissaire du Peuple à l'Education, les mêmes que celles qu'il tint, en octobre 1956, dans le gouvernement Nagy.

Mais ces luttes gigantesques ne sont pas victorieuses. La révolution, dans les

Numérisation CERMTRI

Que représente pour vous la Révolution d'Octobre ?
UN ÉTUDIANT DIJONNAIS :

(SUITE DE LA PAGE 2.)

NOTRE correspondant dijonnais nous adresse une interview d'un étudiant, militant de l'U.N.E.F.

D. — Que représente pour toi la Révolution d'Octobre ?

R. — Elle est tout d'abord la première révolution prolétarienne à avoir triomphé dans le monde et en tant que telle elle concrétise mon idéal et définit ce pourquoi nous devrions lutter. L'admiration un peu sentimentale que je voue à la Commune de Paris prend un aspect, si j'ose dire, plus rationnel et plus scientifique.

D. — En quoi la Révolution d'Octobre l'apporait-elle scientifique ?

R. — C'est qu'à mon sens il y a eu coordination précise de l'élan spontané des masses avec la théorie marxiste. Etant bien entendu que cette dernière est prise dans son acception pratique et non dogmatique, empirisme mis à part aux principes sans jamais les déformer. Cette parfaite coïncidence de l'action et de la pensée symbolise à mes yeux la plus belle illustration du marxisme. Seule une approche dialectique des phénomènes historiques a pu permettre la préparation et la venue d'une événement aussi complexe et aussi difficilement saisissable que la Révolution.

D. — A ton avis, quels sont les facteurs qui ont permis à la Révolution d'Octobre de triompher ?

R. — Ceux-ci seraient trop longs à énumérer. Allons à ce que je considère comme l'essentiel : le fait que des ouvriers fraternellement unis aux paysans et aux soldats sont descendus dans la rue et ont compris instinctivement le sens de leur lutte, ont élaboré eux-mêmes les réponses à leurs problèmes et cela malgré le jeu obscurantiste que faisait peser sur eux le tsarisme, me paraît particulièrement significatif. De toute évidence la doctrine du parti bolchevik n'avait pu pénétrer tous les esprits. En fait je pense qu'une minorité seulement avait été touchée par l'enseignement leniniste. Eh bien, il s'est trouvé en ce « moment exaltant » que le mouvement spontané a recoupé exactement le mouvement théorique. Tous les prolétaires étaient conscients de leur esclavage et ont élaboré les moyens d'y mettre un terme.

D. — Le rôle du parti bolchevik te semble-t-il avoir été extrêmement important, et si oui en quoi ?

R. — Sous l'impulsion de Lénine et de Trotsky, le parti bolchevik me semble avoir très exactement assumé son double rôle difficile d'avant-garde inspiratrice des masses et, en quelque sorte, de commandement organisateur de la victoire. A la fois guide et acteur il a su s'adapter aux conditions spécifiques de la Révolution Russe et garder son intransigeance politique. Ce qui est très remarquable à mon avis, c'est qu'il ait réussi à conserver une souplesse démocratique incontestable vis-à-vis des mencheviks et des anarchistes en même temps que la rigueur nécessaire à l'instauration de la dictature du prolétariat. A l'époque il n'y avait ni sclérose ni sectarisme, et le parti bolchevik présida au combat à l'épanouissement artistique, littéraire, à une effervescence extraordinaire de la pensée et de la sensibilité dans tous les domaines.

D. — Quels sont, pour résumer et conclure, les enseignements qu'on peut tirer de la Révolution d'Octobre ?

R. — Que les masses prennent en main leur propre destin, afin que des mots comme démocratie, liberté, fraternité prennent leur véritable sens et que le bénéfice de la victoire revienne à ceux qui l'ont remportée.

SENS D'UN DÉBAT

(SUITE DE LA PAGE 2.)

toujours celui des faits : l'action.

Ces problèmes, nous voulons ouvertement, publiquement les débattre. Aucun tabou, aucune censure ; mais on admettra que nous estimions bon d'en appeler au scrupule. Car, tout de même, il s'agit de la première Révolution Prolétarienne. Des dirigeants qui, tels Lénine et Trotsky, ont rigoureusement, passionnément voulu être scrupuleux pour eux-mêmes, leur Parti, la cause du socialisme. Nous nous sommes posés à nous-mêmes, nous avons posé à des amis, nous posent aujourd'hui à un militant qui sort du P.C.F. la question : « Que représente, qu'a représenté pour vous la Révolution Russe ? » Les réponses publiées ne sont ni celles d'historiens, qui observent, ni celles de journalistes « attractifs » et bien vus dans les milieux de la politique officielle. Les réponses publiées émanent de militants qui veulent combattre. Nous poursuivrons ce débat, d'ici le 8 novembre et à la réunion convoquée pour cette date. Nous souhaitons fermement qu'il nous permette à tous de faire la même démonstration que chaque jour, et depuis des années, font des militants de toutes tendances, de la possibilité d'une libre confrontation des points de vue afin de dégager les voies et les moyens de la victoire de la Révolution Ouvrière.

A toutes les Organisations trotskistes

Convocation du 4 congrès mondial de la 4 internationale

Chers Camarades

Le quatrième Congrès Mondial de notre mouvement se tiendra au mois de juin 1958.

A sa réunion des 7, 8 et 9 septembre, le Comité International, à l'unanimité, a approuvé la ligne générale d'une résolution politique sur les perspectives internationales, qui est actuellement en cours d'impression, en vue de la discussion dans les sections. Les contre-résolutions, amendements ou additifs seront mis en circulation aussitôt qu'ils seront reçus.

D'autres documents, sur la Quatrième Internationale depuis vingt ans (1938-1958) et les expériences de constructions des partis pendant cette période, sont en préparation.

Le comité international fera tout pour encourager la discussion la plus large possible à la base.

Il estime que le succès du congrès dépendra de l'ampleur prise par cette activité préparatoire.

Le comité a décidé la publication, d'ici le congrès, de 4 éditions d'un bulletin intérieur international. Ces bulletins paraîtront imprimés en langue anglaise (1). Ils seront ouverts à tous ceux qui désireront y contribuer. Le premier paraîtra au début de 1958, les autres suivront à intervalles réguliers.

Le Comité international demande aux trotskystes du monde entier de contribuer à faire de ce congrès la plus importante étape dans notre histoire. Nous serons en communication constante avec toutes les sections pour les autres dispositions nécessaires au succès de notre congrès.

Londres, septembre 1957

(1) Des traductions dans les principales langues seront éditées à brève échéance.

Dans la gauche anglaise
UN AN APRES SUEZ...
... ET LA HONGRIE

UN an s'est écoulé depuis l'aventure de Suez et la Révolution hongroise. Le moment est propice pour tenter un bilan provisoire des résultats de la crise du stalinisme, en Angleterre, depuis le XXe Congrès.

Un tel examen exigera plusieurs articles, car la fermentation a quasi bien touché les ouvriers du parti communiste que les forces de discussion, s'exprime parfois sous une forme violente dans diverses publications estudiantines et pénètre par plusieurs voies dans le Labour Party. Il faudra aussi examiner ce renouveau du marxisme que nous avons connu ici et voir quelles sont les perspectives générales pour que se recoupent et s'enrichissent mutuellement ces diverses expériences : le problème d'un regroupement.

C'est devenu un lieu commun de souligner que la crise dans le P.C. débuta parmi les intellectuels. Et puisque l'évolution récente de certains de ces rebelles de la première heure n'a pas toujours été encourageante, il est nécessaire de bien comprendre qui ils étaient et contre quoi ils se rebellaient. John Saville, Christopher Hill et E.P. Thompson (il y en a d'autres, mais je cite les noms les plus connus) sont des historiens brillants qui apparaissent dans leur spécialité comme capables d'un travail sérieux, original et important. Membres du P.C., ils furent indignés par la longue histoire de crucutés et de mensonges que révélait le Rapport Khrouchtchev ; et celui-ci fit apparaître leur hostilité au système rigide dans lequel on les enserrait : ils ne pouvaient s'écarter des étroites limites imposées par de vigilants gardiens de l'orthodoxie stalinienne. Cela était vrai de nombreux artistes et écrivains de leur génération. Des noms comme ceux de Paul Hoarth et de Randall Swingler viennent à la mémoire. L'une après l'autre, deux revues « culturelles » du P.C. « Our Time » et « Arena » donnèrent de grandes possibilités à ces hommes. Elles comment un essor immédiat. Mais Emile Burns, responsable du travail « culturel » du parti ne craignait rien tant que l'indépendance dans la pensée. Il « contrôla » sévèrement le contenu de ces revues. En un temps record elles s'effondrèrent. De même pour « Modern Quarterly », baptisé plus tard « Marxist Quarterly » : si l'on en relit la collection, on y verra la centre stalinienne éteindre peu à peu toute manifestation d'originalité et cela jusqu'à la disparition de cette revue. Aussi, lorsque Saville et Thompson publièrent « The Reasoner » (devenu « The New Reasoner »), ils ne cherchaient pas à fournir un moyen de lutte politique, ils voulaient combattre le Stalinisme sur le front « culturel », et, cela, ils le firent avec succès.

Maintenant « The New Reasoner » est devenu une revue, d'ailleurs très lisible, qui met l'accent sur les problèmes philosophiques et littéraires, qui séduit par sa variété et sa richesse, en un mot la revue que les « rebelles » jugeaient pouvoir faire dans le cadre du parti. Cela fait sa force mais cela lui impose également d'étroites limites. La rédaction du « New Reasoner » n'est nullement intéressée par des analyses politiques ou historiques; elle n'est pas intéressée non plus par le mouvement ouvrier qu'elle ne songe nullement à servir. Ainsi, sa tendance générale est-elle vers la Droite (ceci n'est pas une étiquette, mais un fait).

Pour ceux qui aiment bien penser sans agir, « The New Reasoner » est idéal : il joue avec des idées, bonnes ou mauvaises. Mais les militants ouvriers du P.C. britannique qui ont été plus loin ? se révolter contre le stalinisme ne se contentent pas de penser, ils veulent aussi agir. Et le « New Reasoner » qui ne cherche pas à construire un mouvement leur est inutile.

Un intellectuel peut à la rigueur quitter le parti et se contenter ensuite de ses études ou des discussions de son « forum » local. Mais un militant ouvrier a besoin d'organisation comme il a besoin d'air. Quitter le parti ne lui est pas facile, pas plus qu'y adhérer n'avait été facile. Bien souvent il avait été attiré par le « P.C. parce qu'il y voyait une organisation capable de mener la lutte de classe dans son entreprise, capable de s'opposer à l'aile droite dans le Syndicat. Et souvent, bien qu'il soit dégoûté par le stalinisme, nationalisme et internationalisme ne voyant rien d'autre dans son usine qui puisse remplacer le P.C., il se refuse à affaiblir le seul système d'organisation qu'il connaisse.

Ce dilemme est fréquent du fait des succès que le P.C. a autrefois remportés dans une série de Syndicats clés. Un travail constant et efficace a fait qu'une série de jeunes ouvriers deviendront presque automatiquement des responsables du Syndicat. Ce serait là un coup très dur porté à la Droite, et l'on comprend que cette perspective fasse hésiter à quitter le parti des militants, par ailleurs véritablement anti-staliniens.

Mais l'attitude honteuse des staliniens dans une série de luttes récentes tend à user très vite ce capital. Le groupe du P.C. des docks de Londres s'est pratiquement suicidé en voulant opposer ses militants à une lutte. Dans le bâtiment (la troisième industrie d'Angleterre, et l'une des plus exploitées) tout un groupe de militants responsables du P.C., fidèles au marxisme et à la lutte de la classe ouvrière vient de rompre. Et dans le Syndicat des travailleurs de l'Electricité, que contrôlent les staliniens il existe des possibilités pour de nouvelles détaites de ces derniers.

Tout ceci conduit à la naissance d'un véritable mouvement à la base des Syndicats, conduit par des marxistes, mouvement qui se trempera et se développera dans le cours des prochaines luttes. Plus les révolutionnaires qui ont quitté le P.C. s'enraciner dans un travail ouvrier, plus leur influence grandit à l'égard de leurs camarades demeurés dans le P.C., plus ces derniers entrevoient de nouvelles possibilités. Tel, pour ma part, observé le développement de certains de ces camarades pendant ces derniers mois, et j'ai vu l'apathie se transformer en enthousiasme, le désarroi en détermination, lorsqu'ils se rendaient compte qu'il était possible de construire un mouvement communiste en dehors du P.C., que Dutt, Pollit et Gollan n'étaient pas la seule direction possible des travailleurs britanniques.

Pour les dirigeants du P.C. britannique, qui, à l'inverse de leurs homologues américains, sont restés étroitement unis comme un groupe de « vieillards furieux », ces développements constituent un très grave souci. D'où leur nouvelle attaque dans le « Daily Worker » et la Conférence des J.C. contre les trotskystes. Et leur théorie selon laquelle, au fur et à mesure que la lutte de classe s'approfondit en Angleterre, ils regagneront de l'influence, est bien contestable. Car, tant dans le parti qu'en dehors de lui, l'expérience du stalinisme s'approfondit elle aussi. Ainsi, une militante responsable du P.C. m'a confié : « A la porte de mon usine, tous les matins, je vends le *Daily Worker*. Je vends habituellement deux. Le matin où le *Daily Worker* portait en manchette « Les émigrés hongrois retournent », je n'en ai pas vendu un seul. Les ouvriers ne veulent pas savoir ! »

Quant aux efforts théoriques de la direction du P.C., Dans un effort désespéré, le P.C. vient de publier « Marxism Today », une « revue de théorie et de discussion ». Ses trente-deux pages sont d'un niveau affligeant : je crois n'avoir rien lu de pire de ma vie. Quatre des cinq articles qui s'y trouvent ne sont pas inédits: le jeu est un témoignage éloquent de la pauvreté intellectuelle atteinte par le P.C. britannique.

A l'intérieur du P.C., la crise n'est pas terminée. Chaque nouveau tournant agite de nouvelles couches, les fait s'interroger, s'inquiéter... De nouveaux militants à leur tour posent des questions, critiquent, et se refusent à « l'autocritique » qu'on leur demande. Il y a toujours un flot constant de démissions, certaines vont de pair avec un dégoût complet de la politique, et des éléments s'en vont vers la Droite... ou nulle part, vivants exemples de ce que le stalinisme peut faire de militants révolutionnaires ; certaines au contraire sont le fruit d'une lutte consciente contre la direction, d'une renaissance politique et les démissionnaires rejoindront alors les marxistes révolutionnaires pour continuer le combat.

PETER FRYER.

Lettre d'un lecteur
LES METHODES DU COMMISSAIRE DU 5e ARRONDISSEMENT DE LILLE

Le 10-10-57, vers 22 h., une rafle a été effectuée par un certain commissaire du 5e arrondissement de Lille dans un quartier N.A., à la tête d'un groupe de C.R.S. Avec lui, un individu qui lui servait d'indicateur, sous prétexte d'arrêter les auteurs d'un attentat, alors qu'en réalité ils ne s'agissait que d'un alibi.

Ce commissaire qui poursuivait sa chasse aux Arabes, emploie des méthodes antidémocratiques.

Dans un café algérien, c'est lui-même qui, aidé par les C.R.S. et l'indicateur, a battu tous les travailleurs qui s'y trouvaient, dont l'un d'eux a été défiguré complètement.

Pourtant ces travailleurs, leurs parents ont bel et bien lutté pour débarasser la France du système nazi, et ils ont cru que le sang qu'ils ont versé serait au moins reconnu.

D'autre part, ce commissaire est de longue date bien connu et mène des campagnes de propagande de haine vis-à-vis des Algériens, bien que des ces ignobles et inhumains qu'il avait déjà causés ont été signalés tant aux pouvoirs publics français qu'au service de la préfecture elle-même.

Ces faits sont-ils compatibles au régime républicain ?

Où en est le droit du citoyen et de l'homme ?

Les gouvernements précédents ont créé des commissions de sauvegarde du droit de l'homme et du citoyen, n'est-il pas nécessaire de vérifier ce qui se passe ici sur le sol métropolitain et ce sans se déranger en Algérie pour sauver « l'honneur de la France » ?

Car si on laisse certains commissaires ou agents comme celui du 5e arrondissement de Lille, le peuple français lui-même se rendra compte un jour qu'il est déshonoré et que sa république n'est que pour la forme.

Kadour AREZKI.

pays, UNISSEZ-VOUS !

pays avancés d'Europe, était une tâche bien plus complexe qu'en Russie. Lénine disait que commencer la révolution dans un pays comme la Russie « était aussi aisé » que de « soulever une plume ». Il ajoutait :

« Mais, comme préparation, une révolution dans un pays où s'est développé le capitalisme, qui a donné une culture et une organisation démocratiques à tous les hommes jusqu'au dernier, est une absurdité. Ici, nous ne faisons qu'aborder la période douloureuse inaugurant les révolutions sociales. » (Rapport sur la guerre et la paix, au 7e Congrès du Parti Communiste russe, mars 1918.)

Ce qui faisait la force des travailleurs des pays avancés, ce qui leur donnait la capacité de construire la société socialiste, leur éducation, leur haut degré d'organisation, leurs traditions, fit en même temps, sur un autre plan, de leur force, leur faiblesse. Il leur aurait fallu une longue expérience pour se dégager du carcan des organisations social-démocrates qu'ils considéraient encore comme les leurs, il leur aurait fallu une longue expérience pour forger à travers elles une direction révolutionnaire, issue de leurs rangs, capable de les mener à la victoire. Et la bourgeoisie, dont la faiblesse sociale ne signifiait pas qu'elle fût faible militairement — techniquement, si l'on veut — trapa et frappa fort et vite, tandis que la social-démocratie tentait de briser tout mouvement de classe. La social-démocratie alla même plus loin, affirmant clairement par son action que le sort du régime bourgeois et du système capitalistique lui étaient confondus. En Allemagne, elle ne se mit pas seulement au service de l'appareil bourgeois, elle fut cet appareil : sous la direction du Docteur Noske, ministre « ouvrier » de la « Justice », elle participa directement, avec une sauvagerie et un acharnement que pouvait lui envier la répression anti-ouvrière. Elle fit assassiner Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht !

A la trahison directe des sociaux-démocrates « officiels » s'ajouta partout, en France et en Italie, comme en Allemagne, le travail de confusion et de démoralisation entrepris par ceux qui prétendaient parler au nom de la gauche que les socialistes, mais qui ne voulaient pas se ranger sous le drapeau des bolcheviks.

Sauvée en grande partie par les organisations de la classe ouvrière, la bourgeoisie put asseoir son pouvoir. En 1920, l'ordre bourgeois n'était plus contesté en France et en Italie. Il triomphait sévissait en Allemagne. La Commune hongroise avait été écrasée par des forces militaires considérables, en août 1919. En Europe, la Révolution connaissait un temps d'arrêt.

FORGER UNE DIRECTION REVOLUTIONNAIRE INTERNATIONALE

FACE à la direction centralisée du capitalisme, face à sa solidarité internationale lorsque la révolution le menaçait, il fallait dresser une direction internationale, centralisée, efficace de la classe ouvrière, un état-major de la Révolution qui puisse coordonner les luttes dans les différents pays en fonction d'une stratégie internationale. Il fallait, face à la trahison plus que définitive de la social-démocratie, forger une direction politique unie sur un même programme : celui du pouvoir aux ouvriers. Il fallait donner aux travailleurs en lutte une arme à la hauteur des tâches à accomplir. En un mot, il fallait construire une organisation internationale qui, par ses buts et ses méthodes, corresponde aux exigences de la période révolutionnaire ouverte par la Révolution Russe. C'est cela que voulait être la Troisième Internationale, l'Internationale Communiste, dont le Congrès de Fondation, convoqué le 24 janvier 1919, se tint du 2 au 4 mars 1919. La bourgeoisie parvint à empêcher la participation de nombreux délégués. Le Congrès n'était guère représentatif. On pouvait juger prématuré, « artificielle », la proclamation de la nouvelle Internationale. Aux sceptiques, aux gens de « bon sens », Lénine répondait :

« Il n'y a de durable dans la révolution que ce qui a été conquis par les masses du prolétariat. Seules, les conquêtes vraiment durables valent d'être conservées. La fondation de l'Internationale Communiste à Moscou, le 2 mars 1919, a été l'enregistrement de ce qui a été conquis non seulement par les masses prolétariennes russes, non seulement par celles de Russie, mais encore par celles d'Allemagne, d'Autriche, de Hongrie, de Finlande, de Suisse, en un mot par les masses prolétariennes internationales. Et c'est précisément pourquoi la fondation de la Troisième Internationale est une œuvre durable. » (Article paru dans la « Pravda » du 6 mars 1919)

La fondation de l'I.C. n'était pas un acte formel : elle correspondait au niveau de la lutte prolétarienne internationale, à ses besoins. Sa proclamation fut un puissant moyen d'unification d'organisation et le 2e Congrès, tenu en juillet-août 1920, était, lui, pleinement représentatif. Sa tâche essentielle fut la lutte contre les confusionnistes, contre les dirigeants « sociaux-démocrates de gauche » qui, poussés par les masses, tentaient d'adhérer à l'Internationale Communiste pour y redorer leur blason de « révolutionnaires ». Les « 21 conditions d'adhésion » précisèrent clairement que l'I.C. ne voulait pas être autre chose que la meilleure arme du prolétariat révolutionnaire, et que toute son activité, toutes ses méthodes étaient subordonnées à un seul but, la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

Les troisième et quatrième Congrès de l'I.C., tenus en 1921 et 1922, lui donnèrent l'occasion de jouer ce rôle de direction révolutionnaire qui était le sien. Il fallait intervenir à l'heure de la stabilisation des régimes capitalistes, du reflux momentané de la vague révolutionnaire. Il fallait se préparer à la nouvelle période, comprendre et faire comprendre aux cadres communistes du monde que la lutte serait longue, qu'elle passait d'abord par la conquête d'une influence solide auprès des masses encore contrôlées par la social-démocratie internationale.

Si la tactique prônée par ces Congrès fut, dans une certaine mesure, une tactique défensive, d'adaptation aux rythmes lents de développement de la révolution européenne, la stratégie restait tout entière offensive. La crise révolutionnaire en Europe mûrissait : il fallait se préparer à une prochaine explosion, décisive cette fois. Telle était la perspective sur laquelle l'I.C. fondait sa politique.

Les événements ne devaient pas tarder à lui donner raison. En octobre 1923, une situation révolutionnaire se développa de nouveau en Allemagne. Mais, cette fois, l'Internationale Communiste, pas plus que la direction du P.C. allemand, ne se montrèrent à la hauteur de leur tâche. Leur politique hésitante, timorée, provoqua la défaite. La direction pour cette fois un rôle négatif. Les conséquences historiques de cet échec furent incalculables. A partir de lui, une grande partie de l'histoire contemporaine : la dégénérescence de l'U.R.S.S., le nazisme, peuvent s'expliquer. S'interroger sur les causes profondes de cet échec, qui marque la fin de la période révolutionnaire de l'Internationale Communiste, dépasserait les limites de cet article. Rappelons simplement que la faiblesse politique des directions communistes, leur sectarisme, leur incompréhension du rôle prépondérant des éléments nationaux de l'internationale et, partant, des habitudes de commandement qui se révélèrent catastrophiques dans les périodes critiques. Ces défauts d'organisation et de méthode assurèrent la transmission immédiate, dans les sommets de l'Internationale, de la politique qu'un groupe de dirigeants du Parti bolchévik, groupés autour de Staline, menaient depuis la maladie de Lénine, politique qui s'expliquait par la détérioration constante et inévitable de la démocratie prolétarienne dans un pays arriéré isolé, par le rôle de plus en plus grand joué par une bureaucratie incontrôlable. Pour ces éléments, frein et corrupteur de la direction de leur pouvoir, alors encore confondu avec le pouvoir révolutionnaire et en ce sens, l'Internationale, n'était, pour eux, selon le mot de Trotsky, que « le garde-frontière de l'U.R.S.S. ».

Mais le souvenir des grandes années où l'Internationale Communiste fit trembler la bourgeoisie mondiale, restera un ferment du combat révolutionnaire. Les leçons que l'on peut tirer de son activité enrichiront encore les luttes à venir. L'Internationale Communiste demeurera dans l'histoire du mouvement ouvrier comme le premier essai mondial d'opposer au capitalisme international, dans les conditions de l'impérialisme, dans la période des guerres et des révolutions, une organisation internationale du prolétariat, soudée autour d'un programme de classe, dont toute l'activité ne tend qu'à un but : TOUT LE POUVOIR AUX TRAVAILLEURS, PARTOUT DANS LE MONDE ! TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS ! »

SOUS LE DRAPEAU DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE

LA politique étrangère des bolchéviks, leur attitude à l'égard du mouvement ouvrier international sont riches d'enseignements valables encore aujourd'hui. Alors qu'on nous rebat les oreilles, au nom du « réalisme », avec les nécessités de « prudence » qui, par exemple, excusent Guéroult, la politique des bolchéviks ne prouve-t-elle pas, au contraire, que si, appliquant les critères de la politique bourgeoise, la première République des Soviets s'était montrée « prudente », « réaliste », elle n'eut pas subsisté un an? Tandis que sa politique « démentielle » lui valut l'appui des masses du monde entier et contraignit l'impérialisme à desserrer son étreinte.

Cette leçon de vérité, de refus de toute diplomatie secrète, de tout compromis qui eut établi la sécurité de la République des Soviets, reste entière.

Enfin, et surtout, la politique internationaliste des bolchéviks demeure exemplaire. Un internationalisme qui n'est nullement une notion, mais, bien au contraire, une stratégie accordée à la réalité du monde moderne, un résultat de la claire compréhension du caractère profondément international de la Révolution socialiste, moment culminant de la lutte de classes qui se mène, en permanence, à l'échelle internationale.

Comme en 1919, il faut construire une Organisation Révolutionnaire Internationale. Il n'existe pas aujourd'hui pour cela le puissant tremplin d'un Etat ouvrier triomphant. La lutte pour la construction d'une organisation révolutionnaire internationale passe, à l'étape actuelle, par le développement de partis révolutionnaires dans chaque pays, mais, parallèlement, doit être mené, dès maintenant, un travail de regroupement international et, surtout, l'affirmation internationale centralisée du programme communiste. Ce sont ces tâches que la IVe Internationale, fidèle au programme d'Octobre, fidèle au programme de l'Internationale Communiste, s'est fixées.

Parti Communiste Polonais

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE.)

ges de l'ère stalinienne, ouvre toutes larges les vannes de la critique. A Forman, les travailleurs se soulèvent. La bureaucratie prend peur. Tandis que les uns — les « durs », le dernier carré de staliniens qu'on appelle les gens de Nature — veulent noyer dans le sang le mouvement des masses qui menacent la bureaucratie, les autres, les « libéraux » veulent jeter du lest, libéraliser en douceur, faire des concessions secondaires pour sauvegarder la domination de l'appareil. Les révolutionnaires se dressent contre les uns et les autres. Porte-parole « Po Prostu » oppose à la démocratisation « libérale et réformiste » prônée par l'appareil la démocratisation « révolutionnaire et socialiste » que seul assurera un « puissant mouvement politique des masses, dénonçant sans relâche la bureaucratie et ses crimes,

Numérisation CERMTRI

Conciliation, avertissements... ou grève générale ?

LES médiateurs de la Loire-Atlantique viennent de donner leurs conclusions. Ils proposent HUIT francs de l'heure d'augmentation horaire, mille six cents francs d'augmentation pour les mensuels.

Ces chiffres se passeraient de commentaires s'ils n'avaient une valeur symbolique, tent pour le patronat, pour les organisations syndicales, que pour les travailleurs.

Les hausses des produits de première nécessité ne cessent de s'accumuler; la crise ministérielle s'étire sans que la bourgeoisie soit capable de trouver une issue, le patronat refuse systématiquement d'augmenter les salaires, sous le prétexte que le gouvernement bloque les prix.

Néanmoins, la politique patronale et bourgeoise continue.

Ce sont les médiateurs de Nantes et de Saint-Nazaire qui donnent la véritable mesure de cette politique. HUIT francs de l'heure d'augmentation ! C'est-à-dire une augmentation qui représente, en pourcentage, à peine 4 % d'augmentation du salaire, alors que selon les statistiques les plus officielles, la hausse du coût de la vie représente au moins le double par rapport au pouvoir d'achat de juin dernier.

En d'autres termes, le patronat n'a pas l'intention de modifier quoi que ce soit à sa politique. Il serait peut-être prêt à des concessions de pure forme, mais devant la menace d'une atteinte, même minime, à ses profits, le patronat fait intervenir ses médiateurs et ses conciliateurs et le coup d'arrêt prend à ce moment, une figure très concrète : HUIT FRANCS DE L'HEURE D'AUGMENTATION !

C'est une conciliation, qui ne se fait que dans l'intérêt du capital. Elle n'est faite que pour cela.

Dans le même temps, les organisations syndicales continuent leurs bavardages, parlent d'amplifier l'action. Il est même question de nouvelles grèves d'avertissement dans un certain nombre de secteurs tels que les cheminots, la R.A.T.P., et même certaines entreprises de la métallurgie.

Dans les derniers quinze jours qui viennent de s'écouler, tout le monde a pu assister à ce spectacle quelque peu paradoxal des corporations les plus diverses entrant en lutte, LES UNES APRES LES AUTRES, pour des objectifs très proches les uns des autres, mais sans que jamais les travailleurs de dates différentes des corporations se battent au même moment sur des revendications identiques.

Les travailleurs commencent à tirer les conclusions d'une telle situation.

LA REVENDICATION D'UNE AUGMENTATION EGALE POUR TOUS DE 10.000 FRANCS PAR MOIS S'IMPOSE DE PLUS EN PLUS COMME LA REVENDICATION DE TOUS LES TRAVAILLEURS.

A cette revendication, seule capable d'unifier tous les secteurs ouvriers dans la lutte, vient s'en ajouter une seconde, non moins importante : POUR VAINCRE LE FRONT UNIQUE PATRONAL ET GOUVERNEMENTAL, IL FAUT SE BATTRE TOUS ENSEMBLE.

Déjà les organisations syndicales ont tâché du jest sur les mots d'ordre revendicatifs. Les augmentations égales pour tous apparaissent de plus en plus nombreuses. C'est là une concession incontestable à la volonté de la majorité.

Mais aujourd'hui, dans la préparation des luttes, les travailleurs doivent prendre en mains leur propre combat. IL FAUT PREPARER LA LUTTE D'ENSEMBLE.

Cela, les travailleurs peuvent le faire.

Les réunions, dans une entreprise, de travailleurs posant la nécessité de s'organiser pour préparer la lutte d'ensemble, la possibilité de réunir des travailleurs de plusieurs usines d'une même localité pour atteindre les mêmes objectifs, la possibilité de réunir des travailleurs des entreprises de plusieurs localités d'une même région; tout ceci est inscrit dans les besoins de la situation.

Pour vaincre le patronat uni et coalisé au gouvernement, il faut lutter tous ensemble. Cette lutte, les organisations syndicales ne VEULENT pas l'organiser. Aux travailleurs de le faire.

FORMER LES COMITES DE LUTTE pour la préparation de la lutte d'ensemble POUR 10.000 FRANCS POUR TOUS.

François TARRANT

CHEMINOTS

Le bifteck a augmenté pour l'homme d'équipe autant que pour l'ingénieur

DANS un appel des fédérations C.G.T. et C.F.T.C. des cheminots pour la grève de 24 heures du 25 octobre, il est écrit ceci :

« Les fédérations constatent qu'au cours des réunions de la Commission Mixte du Statut des 3, 11 et 17 octobre, aucune réponse n'a été donnée par les pouvoirs publics aux demandes d'augmentation des salaires et retraites présentées par toutes les organisations syndicales.

Constatant par ailleurs que la hausse du coût de la vie, évaluée à environ 8,2 %, nécessite une solution urgente à la question des salaires et retraites, les fédérations C.G.T. et C.F.T.C. ont demandé une augmentation qui compense cette hausse et ne soit pas inférieure à 3.000 francs par mois (le souligné en particulier ce chiffre, cette phrase qui ne l'est pas dans le texte) avec répercussion sur les retraites. Les fédérations maintiennent leurs demandes s'appliquant à l'amélioration des conditions de travail et à la solution des revendications catégorielles... »

signé : HERNIO,
(secrétaire général C.G.T.).
signé : BUTET,
(secrétaire général C.F.T.C).

Une lettre de la C.G.T. et de la C.F.T.C. a été adressée aux fédérations F.O., F.G.A.A.C. (roulants autonomes), cadres autonomes, Syndicat national C.G.C. (cadres). On y lit :

« Comme vous pouvez le constater, la revendication de salaire sur laquelle nous nous sommes mis d'accord est très proche de celle que vous avez défendue en Commission du Statut le 11 octobre. Il semble donc possible de réaliser un accord plus général de toutes les fédérations de cheminots sur cette revendication. »

Quelle conclusion en tirer ? Les fédérations syndicales S'UNISSENT POUR DEFENDRE LA HIERARCHIE, ça c'est sûr. En effet, en demandant une somme qui ne soit pas inférieure à 3.000 F. par mois, elles DONNENT LEUR AUTORISATION A la DIRECTION DE LA S.N.C.F. de pratiquer une AUGMENTATION HIERARCHISEE.

Les dirigeants fédéraux sont préoccupés de défendre les intérêts des cadres, de leur donner du supplément alors que les cheminots des PETITES ET MOYENNES ECHELLES se serrent la ceinture non plus tous les jours.

En plus de ça, la vie a augmenté de bien plus de 8,2 % depuis janvier, alors qu'est-ce que cela représente 3.000 F. ?

Il y a dix-neuf mois, la C.G.T. demandait un acompte de 5.000 F. pour TOUS et par MOIS ; Tournemaine et Hernio ont mis cette revendication au rebut. C'est cela que l'on appelle des défenseurs du petit personnel, des défenseurs de la classe ouvrière !!!

F.O. et les Cadres autonomes ne participent pas à la grève, la F.G.A.A.C. doit prendre position aujourd'hui.

Qu'en pensent les cheminots ?

— Alors, cette grève, c'est pour vendredi. Encore une grève pour ne rien avoir, moi, je la ferai quand elle sera illimitée, il faudra alors donner satisfaction à toutes les revendications qui trainent depuis la libération.

— Moi, je ne la ferai pas.

— Tu peux être sûr qu'il ne me verront pas à mon poste : il faut bien défendre son bifteck.

— Encore une grève de 24 heures, et qu'est-ce qu'on aura de plus ? Comme toujours, 1.000 ou 1.500 F., ça ne représente pas grand-chose. Il faudrait qu'on s'y mette un bon coup, on y perdrait peut-être un peu, mais au moins on y gagnerait beaucoup plus.

— Les syndicats, le gouvernement jouent une pièce bien « orchestrée ». C'est du cinéma.

— Moi, j'en ai marre, qu'est-ce que tu veux on ne peut plus y arriver. avec 35.000 F. par mois, c'est plus possible.

— Et des 40 heures, plus personne n'en parle.

Les syndicats tiennent à faire une grève passive, pourquoi ne proposent-ils pas aux cheminots de manifester avec les gars du Métro, des Bus, de Renault, les postiers, de MANIFESTER DANS LA RUE, au PALAIS-BOURBON ? Ils ont peur de ne plus pouvoir contrôler les travailleurs.

DE L'ÉLECTRICITÉ DE FRANCE A LA FONCTION PUBLIQUE

LA Fonction publique n'échappe pas au durcissement qui anime tous les travailleurs, face aux conditions d'existence qui leur sont imposées. Ceci est prouvé par l'appel lancé à toute : les Fédérations par toutes les organisations départementales des secteurs Public et Para-Public de la Loire-Atlantique (E.D.F., Cheminots, P.T.T., Fonctionnaires) pour leur dire que seule la force de l'action unie et coordonnée de tous ces secteurs à la fois imposera la satisfaction de leurs revendications.

Cependant, les fédérations de ce secteur énorme (et décisif) se sont empêtrées à dresser leurs adhérents respectifs les uns contre les autres, en diversifiant leurs revendications, en suggérant constamment qu'une lutte pour des objectifs corporatifs était plus rentable, dès lors que cette lutte restait particulière. Une espèce de marché sans contrat était tacitement proposée à l'Etat : « Je revendique « seul, au besoin, je dénonce (ou « disqualifie plus ou moins) les pe« tits copains d'à côté, en échange « de quoi, lâche-moi quelques « sous ! » C'est cette stratégie qu'employèrent les dirigeants enseignants du S.N.I. en juillet, ceux des « Finances » de F.O. et de la C.G.T. de multiples fois, les P.T.T. avec Mourgués à F.O., les cheminots dirigés par Lafond et Laurent à F.O., les dirigeants de l'E.D.F. des trois grandes centrales syndicales jusqu'à la grève, etc.

Partout, dans les entreprises et les établissements, des travailleurs des secteurs Public et Para-Public ne veulent plus de cette stratégie désarmante et méprisable de chiens-couchants. Partout, ces travailleurs exigent de plus en plus de cohésion, de coordination, de durcissement dans l'action.

Le Cartel interfédéral départemental de la Loire-Atlantique a marqué cette volonté d'action unie et générale avec force (1). Il a été plus loin encore. Il a exposé qu'il voulait pour tous un programme commun ; ciment de l'action large de tous. Il en a tracé les éléments soulignant par là même le machiavélisme des fédérations et confédérations qui, contrairement à leur raison d'être, avoutce, ne sont que des instruments de cloisonnement de restriction, de stérilisation des luttes ouvrières.

L'appel précipité de la C.G.T. à « une journée de lutte » le 22 octobre dans la Fonction publique esquive, et, par sa précipitation, tente d'empêcher que la clarté se fasse sur cette volonté d'action unie et générale pour des revendications qui en vaillent la peine. Le refus de la F.G.F. de F.O. de participer à une « telle journée » est d'un mépris incroyable.

Aucun de ces dirigeants ne parle de préparer l'action unie et coordonnée des gars de l'E.D.F., des cheminots, des P.T.T., de tous les fonctionnaires, pour les 10 milliards francs mensuels pour tous, la suppression des abattements de zones, la titularisation des auxiliaires. La conjonction de tous les travailleurs de l'E.D.F. (de l'ouvrier à l'ingénieur) a imposé l'action unie des dirigeants (malgré la hargne des Bothereau et Oie), et finalement le succès sans précédent, d'une grève. Une égale conjonction des volontés d'action de tous les travailleurs des secteurs publics peut imposer l'action générale, et aussi porter les revendications à un niveau convenant, non aux besoins de l'Etat capitaliste, mais à ceux des travailleurs.

R. ARTAUD.

(1) Plusieurs syndicats ont approuvé cette position des camarades de la Loire-Atlantique, notamment l'ensemble des Syndicats des Bibliothèques (F.O. F.E.N., C.F.T.C., C.G.T.), les Syndicats F.O. de la Préfecture de la Seine, etc.

ENSEIGNANTS

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

de l'enseignement », mais où l'on n'a rien fait. Des années aussi durant lesquelles on a refusé de payer décemment les maîtres.

Il n'est peut-être pas de domaine où se dessine mieux le masque fatigué, comme arrivé au bout de son rouleau, de la société bourgeoise française.

Mais les enseignants n'acceptent pas d'être tenus responsables d'un tel état de fait. En réalité, ils en sont les victimes — par l'effort épuisant qu'il demande, comme par les traitements médiocres qu'on leur octroie. Pour manifester leur colère, les syndicats d'enseignants ont décidé de rééditer un certain nombre de mesures immédiates sont d'ores et déjà en train. Mais surtout un mouvement de grève est envisagé. Le Syndicat de l'Enseignement Secondaire lance pour le mois de novembre. Les autres syndicats de la F.E.N. doivent réunir leurs organismes respectifs.

Ainsi la protestation des enseignants rejoint-elle le vaste mouvement social qui mûrit « pour que ça change ». Le gouvernement pour accorder de menues satisfactions : l'impression de beaucoup d'enseignants est qu'il s'agit de miettes inédiffocres. L'ampleur des mesures à prendre — dans ce domaine, comme dans tant d'autres — laisse sceptique quant à la capacité du jeu parlementaire traditionnel à les réaliser. Seul un profond changement de politique peut ouvrir des solutions réelles. Le problème est : Comment y parvenir ?

CORRESPONDANT.

La fin de l'article de Charles Lemoine sur la grève des mineurs de 1948, nous étant parvenue trop tard, paraîtra dans notre prochain numéro.

CHEZ GENÈVE : Echec à la mascarade

« Quels sont les camarades qui sont pour faire la grève cet après-midi de 17 à 18 heures ? » — 16 mains se lèvent.

« Quels sont les camarades qui sont contre la grève cet après-midi de 17 à 18 heures ? — 10 mains se lèvent.

« Camarades, à la majorité, la grève est décidée. »

Mais rien n'est décidé. Car, si 26 travailleurs des entreprises Genève ont donné leur opinion concernant le débrayage du 13 octobre 1957, il y en avait deux cent cinquante présents.

220 abstentions, c'était un peu beaucoup. Aussi le délégué principal tentant de rattraper une situation qui lui apparaissait à juste titre, désespérée, s'adressa-t-il au camarade Renard pour lui dire : « Mais toi, Renard qui a voté contre la proposition de grève, tu pourrais peut-être dire pourquoi tu n'es pas d'accord ? »

L'explication pourrait se résumer ainsi : après avoir évoqué la grève du 12 octobre 1925, grève générale déclenchée six mois après l'éclatement de la guerre du Rif, le camarade Renard déclare : « Quant à faire une action aujourd'hui, trois ans après que la guerre d'Algérie ait commencé, je ne suis pas contre mais il y a une hypothèque à lever : c'est le vote des pouvoirs spéciaux par les députés stéphanois au Parlement. Que le P.C.F., initiateur de ce mouvement, et le camarade Duguy ici présent, expliquent le vote des députés staliniens, et alors on pourra commencer à discuter sérieusement de ce que nous pouvons faire pour lutter contre la guerre d'Algérie. »

A ceci le délégué répondit :

1° que les députés communistes n'avaient pas voté les pouvoirs spéciaux au Parlement ;

2° qu'il ne s'agissait pas ici du P.C.F., mais de la C.G.T. car c'était elle qui avait pris la décision de participer au mouvement.

Conclusion :

30 à 40 travailleurs sur un effectif de près de 1.000 débrayent de 17 à 18 heures le 17 octobre, aux établissements Genève d'Ivry (Seine).

NANTES

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

voir de le dire. Aussi, aujourd'hui, après avoir discuté avec mes camarades des autres chantiers, nous vous disons que, hier, nous avions vu le problème sous un angle strictement entreprise, et que le problème devait être envisagé sous un angle interentreprise » ; et il continua en citant que chez Dubigeon, et à la Loire, des bateaux aussi doivent être lancés, et que les ouvriers étant pas encore de discuter de leur lancement ; ils laissent le soin à la direction de prendre ses responsabilités.

En conséquence, Bograin déclare que le vote ne représente plus rien.

Après Bograin, Evrin reprend la parole, pour la C.F.T.C., malgré les huées dont il est l'objet, il déclare que, chez eux, ils en sont pas des partisans, et qu'il considère le vote comme acquis ; et que nous devons continuer le mouvement des grèves tournantes.

En définitive, une proposition est faite pour reprendre les débats dans les griffes des appareils, à savoir que la question du vote serait de nouveau à l'ordre du jour après le repassé du médiateur, c'est-à-dire vendredi 18 octobre.

UN CORRESPONDANT.

*

Metallurgie

Le 3 octobre, « Journée nationale d'action suivant les entreprises », lancée par les Fédérations C.F.T.C., C.G.T. et F.O.

Les travailleurs qui attendaient la coordination de la lutte, promise par les syndicats, assistèrent à une dispersion des luttes. Les mots d'ordre étaient :

A Saint-Nazaire, grève de 24 heures, meeting à 10 heures.

A Nantes, le matin, grèves tournantes par entreprises ; l'après-midi, action de rues, toujours par entreprises, et meeting à 17 heures.

Devant une telle dispersion des mots d'ordre, quelle fut la réaction des travailleurs ?

Très rapidement, là où les gars pouvaient contraindre les responsables et délégués syndicaux, la grève sur le tas s'organisa : ainsi, à la Loire, où les charpentiers en fer, déjà célèbres à Nantes par leurs méthodes d'action, firent débrayer tout le chantier. Aux établissements Brissonneau, la majorité des ouvriers et des employés se prononça pour une grève de 24 heures ; de plus, la grève se tordrent : les responsables F.O. des syndicats durent venir s'expliquer devant l'assemblée générale du lieu de travail, et furent ainsi contraints de s'associer au mouvement.

Il y eut d'autres initiatives prises par les travailleurs : la rencontre, longtemps évitée par les syndicats, avec les gars du Bâtiment ; le défilé monstre et la distribution très difficile. Ce sont là des signes avant-coureurs de ce qui se passera demain. Les responsables en sont tellement conscience qu'ils convoquent les métallos à un nouveau meeting, le vendredi 11 octobre, à 17 heures. Là, on organise une grande promenade au pas de chasseur, dans toute la ville ; on va faire solennellement la Préfecture, on passe en cour de vent devant la mairie ; après 5 kilomètres de course, on annonce la dislocation aux travailleurs épuisés. Mais ceux-ci imposent tout de même des haltes aux cortèges, qui grand désespoir de la « police syndicale ».

Pinard, au nom de toutes les organisations, proclame à Durcir ton » sans dire comment. Puis, pour « faire plaisir aux travailleurs », — ce sont ses propres mots — il convoque un nouveau meeting pour le lendemain matin.

Le samedi 12 au 19 s'annonçait important, puisque les médiateurs de Nantes et Saint-Nazaire, pour les Chantiers Navals, devaient rendre leur sentence. Ils se sont d'ailleurs concertés pour la rendre en commun, vendredi 18.

Leurs recommandations sont des plus cyniques : tout en reconnaissant le bien-fondé des revendications ouvrières, elles constatent que les salaires ne peuvent donner davantage que 8 francs de l'heure en moyenne, avec certaines restrictions, telles que la suppression des bénéfices à Saint-Nazaire.

C'est une véritable provocation. Les travailleurs ont réagi immédiatement. Dans les chantiers navals ils ont débrayé et manifestent dans les rues, à Nantes comme à Saint-Nazaire.

La semaine prochaine s'annonce donc décisive pour les métallos de la Loire-Atlantique. Vont-ils, eux aux seuls, arracher une augmentation de 30 francs ? Non. Vont-ils réussir à généraliser l'action dans les autres départements ?

Nous avons toujours présents en notre mémoire, les 52 jours de grève de 1955. Allons-nous, une nouvelle fois, rester seuls ?

Les Comités de grève élus et contrôlés par la base, ne sont toujours pas créés. C'est pourtant là que se trouve la possibilité de vaincre : un Comité National de grève, pour coordonner et appeler à la grève générale.

CORRESPONDANT.

La « journée » du 17 octobre

(SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

n'étaient pas si nombreux. Le groupe parlementaire communiste ne comptait que 25 membres. Les Jeunesses Communistes venaient à peine de naître. De plus, le Parti Socialiste avait une influence réelle parmi les travailleurs, incomparablement plus grande que celle qu'il possède aujourd'hui. Enfin, si la scission syndicale existait alors, comme elle existe aujourd'hui, la C.G.T., sous influence « réformiste », regroupait alors la majeure partie des travailleurs organisés, la C.G.T.U., sous influence communiste, n'en regroupait qu'une faible partie.

En dépit de tout cela, les dirigeants du Parti Communiste avaient su, par une juste politique d'unité, mobiliser les forces essentielles de la classe ouvrière, mettre en accusation les dirigeants réformistes du Parti Socialiste et les jouhaussistes de la C.G.T., faire du Parlement une tribune du haut de laquelle ils s'adressaient aux masses travailleuses pour les appeler à l'action.

Ces journées de lutte contre la guerre du Rif sont certainement parmi les plus glorieuses de toute l'histoire du Parti Communiste Français.

A l'occasion de la « journée d'action » du 17 octobre 1957, ce qui se passa voilà trente ans fut complaisamment rappelé dans la presse stalinienne. Mais ce rappel historique manqua de références, comme par exemple le texte du manifeste du Comité d'action, publié le lendemain de l'ouverture des hostilités, qui déclarait : « Paix immédiate avec le Rif ! Fraternisation des soldats français et rifains ! Reconnaissance de la république rifaine ! Evacuation immédiate du Maroc ! », ou encore cette lettre que Thorez, au nom du Comité central d'action, adressa aux dirigeants du Parti Socialiste, le 23 septembre 1925: « Le Comité central d'action, sans se faire la moindre illusion sur le rôle du Parlement bourgeois, est disposé à soutenir avec nos camarades socialistes cette demande de convocation des Chambres, en leur proposant comme buts :

« La cessation immédiate des hostilités.

« La libération de tous les emprisonnés civils et militaires frappés pour leur lutte contre la guerre.

« La réintégration de tous les salariés frappés pour faits de grève... »

Ces omissions sont volontaires. Le rappel historique n'a pour but que de faire croire aux ouvriers que la tradition de lutte anticapitaliste du Parti Communiste Français continue, dans le même temps qu'on en cache les détails concrets POUR QUE LES TRAVAILLEURS NE PUISSENT PAS Y PUISER DES EXEMPLES POUR LEUR LUTTE ACTUELLE.

Felix l'avoue d'ailleurs cyniquement dans un numéro de « France Nouvelle » quand il écrit : « Bien sûr, il ne s'agit pas de vouloir répéter en 1957 ce qui fut fait, presque jour pour jour, il y a 32 ans. »

Mais que donne-t-il comme raison ?: « La bourgeoisie française est beaucoup plus faible aujourd'hui qu'en 1925, à la fois en raison de la crise générale du capitalisme et parce que notre parti est devenu la première force politique du pays. »

Très bien ! Mais si cela est vrai, et cela l'est partiellement, alors une seule conclusion s'impose : LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS POUVAIT FAIRE BEAUCOUP PLUS EN 1957 QU'IL N'AVAIT FAIT EN 1925.

Or la journée du 17 octobre 1957 ne fut qu'une écœurante mascarade. Aucun mot d'ordre central, aucun slogan qui ne dépasse le pacifisme petit-bourgeois le plus plat, aucun mot d'ordre de regroupement qui permît une manifestation de masse d'envergure. Alors, dans l'esprit de M. Felix, ne pas « vouloir répéter en 1957 ce qu'on avait fait en 1925 » ne pouvait avoir qu'une seule signification : moins fort, beaucoup moins fort, politiquement ne rien faire. Or, est-il, le meeting de Luna-Park qui rassemble, le 17 mai 1925, près de 18.000 travailleurs ? Où est-il, le défilé au Mur des Fédérés 50.000 travailleurs viennent affirmer leur opposition à la guerre rifaine ? Cette inaction du P.C.F. au moment de la journée du 17 octobre, qu'il ne s'agisse pas à nous étonner. Elle était inscrite dans toute la politique antérieure menée par les staliniens, qu'il s'agisse de ses calomnies contre les rappelés lorsque ceux-ci traient les annonces des trains et se baladent, les armes à la main, comme ils le firent à Rouen, à la caserne Richepanse ; qu'il s'agisse du vote des pouvoirs spéciaux à l'Assemblée actionnée, sous le prétexte de réaliser le front unique avec les socialistes ; qu'il s'agisse des diatribes et des discours de compagnes de signatures, inopérantes et démobilisatrices.

C'est pourquoi les travailleurs n'ont pas cru bon de suivre les mots d'ordre d'inaction lancés pour cette journée, l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens en tirt les conclusions en déclarant : « Le Parti Communiste Français et la C.G.T. entendent faire uniquement une démonstration de protestation qui n'a rien à voir avec les intérêts de la paix et de la démocratie en Algérie. »

D. R.

P.S. — La « Nouvelle Gauche » semble avoir eu une position pour le moins curieuse concernant cette journée du 17 octobre 1957. En effet, elle n'a pas hésité à déterrer : « A l'image de l'action nationale entreprise le 12 mars (sic) 1925, le P.C.F. organise le 17 octobre prochain, etc. »

« Cette action marque une nouvelle orientation de la politique du Parti Communiste qui paraît avoir décidé à mener une action d'envergure pour la paix en Algérie... Cette nouvelle attitude doit être applaudie... »

Allons, les crypto-staliniens, au sein de la Nouvelle Gauche, ne sont pas morts. Ils auraient même, semble-t-il, leurs entrées à la rédaction du journal de cette organisation.

CHRONIQUE DU CINÉMA

« Porte des Lilas » de René Clair

« La Vérité » inaugure avec ce numéro, une chronique du cinéma. Elle invite ses lecteurs à participer à ce « dialogue entre personnes ayant vu le film » auquel les convie notre ami EMMO.

EN 1929, faisant part de ses impressions à la sortie d'une des premières projections de films sonores, René Clair regrette : « [Les spectateurs] n'étaient pas plongés dans cet engouffissement bienfaisant que nous dispensait un passage au pays des images pures... Ils n'avaient pas perdu le sens de la réalité » (in « Réflexion faite »).

Près de trente ans après, avec « Porte des Lilas », René Clair réaffirme son intention de dépayser le spectateur, de le distraire. C'est le droit le plus strict d'un auteur de ne réaliser que des œuvres de « distraction », mais c'est aussi notre droit que de refuser certaines équivoques.

Sous le couvert de « réalisme », Clair entreprend de nous montrer par quelles voies un être fruste et qui, jusque-là, ne s'était guère soucié que de lui-même est amené à penser aux autres... « (« Réalisme et réalité », dans « Les Lettres françaises »).

Je ne vais pas, ici, rouvrir l'éternel débat du Réalisme ; tout au plus voudrais-je rappeler que le cinéma est, par essence, une forme de reproduction du réel. Que l'intervention de la machine entre la simple réalité et le produit cinématographique puisse fausser la vue du réel, c'est certain. Le vrai problème demeure posé dans les mêmes termes dont usa De Santis : « Placer sa caméra entre de vrais murs peut très bien n'aboutir qu'à un réalisme tout extérieur... Il s'agit de parvenir au réalisme par l'intérieur. »

Je donne ici mon interprétation personnelle de cette proposition : le cinéma, défini par Lénine comme l'art le plus important pour l'éducation révolutionnaire des masses, se doit d'affronter la réalité par une transformation du réel. Il ne suffit donc pas toujours d'une vue documentaire du monde, mais bien d'un « point de vue documenté » défini par Jean Vigo : « Ce cinéma se distinguer des simples actualités de la semaine par le point de vue qu'y défend nettement l'auteur » (1).

Le vrai réalisme postule donc une reconstitution du réel après analyse de ce réel. (De là à dire qu'il n'y a de réalisme au cinéma que marxiste il n'y a qu'un pas, que je franchis d'ailleurs...)

Le Réalisme doit donc être matérialiste et dialectique.

Et je reviens à « Porte des Lilas ». Un clochard ivrogne et un guitariste maussade vivent dans la « zone ». Le clochard se découvre amoureux d'une petite jeune fille, elle-même entichée d'un gangster réfugié dans le quartier. Après maintes péripéties (fort agréables à suivre, d'ailleurs), le clochard abat le gangster qui s'enfuyait sans emmener la pauvre gosse qui a abondamment puisé dans le tiroir-caisse familial.

Je n'aime pas raconter un film, on en déforme la trame, et la critique ne se conçoit efficacement que comme un dialogue entre personnes ayant vu le film.

Ceux qui ont vu « La Strada » me comprendront si je parle de la naissance d'une âme... Eh oui ! Le « réalisme » de René Clair, c'est l'histoire d'un clodo qui se découvre une âme.

Tout le reste : la zone, le « lumpen prolétariat », les baraques en planches, les taudis, c'est du décor. Le livre de Fallet : « La grande ceinture » d'où est tiré le film était, dans sa noirceur, un cri : une sorte de « prologue » à une action révolutionnaire qui supprimerait la misère.

A vrai dire, en regardant « Porte des Lilas », on se dit que, somme toute, ces loqueteux ne sont vraiment pas à plaindre puisque leur crasse et leur pauvreté leur a permis tant d'intensité dans leur vie intérieure. Cela vaut à des gens tarés d'évangélisation à la vérité fort gênants. Je ne m'étonnerais pas, par exemple, qu'Henri Agel prenne la défense de ce film en commandant : René Clair a-t-il une âme ?

En fait Clair est coutumier du fait, et la tradition populiste dont relève « Porte des Lilas » remonte tout de même aux années 1920. Mais ce qui était valable, défendable à un moment où le cinéma cherchait son langage, son écriture, ne l'est plus dès l'instant où, ce langage trouvé, on en est déjà à un cinéma qui, du « Potemkine » au nouveau cinéma polonais, se réclame d'une conception de l'Homme à base de revendication.

EMMO.

(1) Cette proposition de Vigo ignore les récentes actualités de propagande qui, justement, se différencient de la simple information filmée par le point de vue qu'y défend, sans contradiction possible, un gouvernement capitaliste.

Le Gérant : P. LAMBERT

Imp. Centrale du Croissant
19, r. du Croissant - Paris-2e